

REVUE DES PROCÉDURES COLLECTIVES CIVILES ET COMMERCIALES

supplément à la revue de NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2018 - 34^e année - ISSN 1292-8216

SOUS LA DIRECTION DE :

Michel MENJUCQ

Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I - Panthéon-Sorbonne)

Philippe ROUSSEL GALLE

Professeur à l'université Paris-Descartes

TABLES ANNUELLES 2018

TABLE DES AUTEURS (page 1)

TABLE DES ÉTUDES (page 9)

INDEX ALPHABÉTIQUE GÉNÉRAL (page 12)

TABLE DE JURISPRUDENCE (page 22)

TABLE DES TEXTES (page 27)

TABLE DE DOCTRINES ADMINISTRATIVES (page 28)

TABLE DES FORMULES (page 28)

Par mois

JANVIER

Repère	n° 1
Alertes	n° 1 à 4
Étude	n° 1
Commentaires	n° 1 à 52
Table ronde	n° 1
Dossiers	n° 1 à 14
Formule	n° 1

MARS

Repère	n° 2
Alertes	n° 5 à 9

Études	n° 2 à 5
Commentaires	n° 53 à 87
Formule	n° 2

MAI

Repère	n° 3
Alertes	n° 10 à 18
Études	n° 6 à 12
Commentaires	n° 88 à 130
Table ronde	n° 2
Formule	n° 3

JUILLET

Repère	n° 4
Alertes	n° 19 à 22
Études	n° 13 à 21
Chronique	n° 1
Commentaires	n° 131 à 143
Dossiers	n° 15 à 26
Formule	n° 4

SEPTEMBRE

Repère	n° 5
Alertes	n° 23 à 26

Études	n° 22 à 24
Commentaires	n° 144 à 170
Table ronde	n° 3
Dossiers	n° 27 à 41

NOVEMBRE

Repère	n° 6
Alertes	n° 28 et 29
Études	n° 25 à 28
Commentaires	n° 171 à 214
Formule	n° 5

Par rubrique

REPÈRE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2
Mai	n° 3
Juillet	n° 4
Septembre	n° 5
Novembre	n° 6

ALERTE

Janvier	n° 1 à 4
Mars	n° 5 à 9
Mai	n° 10 à 18
Juillet	n° 19 à 22
Septembre	n° 23 à 26
Novembre	n° 28 et 29

ÉTUDE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2 à 5
Mai	n° 6 à 12
Juillet	n° 13 à 21
Septembre	n° 22 à 24
Novembre	n° 25 à 28

CHRONIQUE

Juillet	n° 1
---------	------

COMMENTAIRE

Janvier	n° 1 à 52
Mars	n° 53 à 87
Mai	n° 88 à 130
Juillet	n° 131 à 143
Septembre	n° 144 à 170

Novembre	n° 171 à 214
----------	--------------

TABLE RONDE

Janvier	n° 1
Mai	n° 2
Septembre	n° 3

DOSSIER

Janvier	n° 1 à 14
Juillet	n° 15 à 26
Septembre	n° 27 à 41

FORMULE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2
Mai	n° 3
Juillet	n° 4
Novembre	n° 5

Revue des procédures collectives civiles et commerciales

REVUE BIMESTRIELLE DU JURISCLASSEUR

*Président-Directeur général,
Directeur de la publication :*
Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Caroline Sordet
caroline.sordet@lexisnexis.fr

Directeurs scientifiques :
Michel Menjucq
Agrégué des Facultés de droit
Professeur à l'École de droit de
la Sorbonne (Université Paris I)
Philippe Roussel Galle
Agrégué des Facultés de droit
Professeur à l'université Paris-
Descartes, université Sorbonne
Paris-Cité

Fondateur :
Bernard Soinnie
Agrégué des Facultés de droit

Rédacteur en chef :
Marie-France Bonneau
Tél. : 01 45 58 92 82
marie-france.bonneau@lexisnexis.fr

Chargée d'édition :
Lucie Landais
Tél. : 01 71 72 47 49
lucie.landais@lexisnexis.fr

*Collaborateurs chargés de la
rédaction des chroniques :*
Augustin Aynès, Geoffroy Berthelot,
Gérard Blanc, Thierry Bonneau,
Pierre Cagnoli, Patrick Canet,

Christophe Delattre, Marie-Pierre
Dumont-Lefrand, Éric Étienne-Martin,
Laurence Fin-langer, Charles Gijssbers,
Sophie Gjidara-Decaix, Stéphane
Gorrias, David Jacotot, Christine
Lebel, François Legrand, Cécile Lisanti,
Francine Macorig-Venier, Arlette
Martin-Serf, Corinne Mascala, Thomas
Mastrullo, Michel Menjucq, Marie-
Hélène Monsérié-Bon, Françoise
Pérochon, Florent Petit, Florence Reille,
Blandine Rolland, Philippe Roussel
Galle, Corinne Saint-Alary-Houin,
Bernard Saintourens, Bernard Soinnie,
Olivier Staes, François Taquet, Régis
Vabres, Jocelyne Vallansan

Direction Marketing Opérationnel / Publicité
Caroline Spire
Responsable clientèle publicité
caroline.spire@lexisnexis.fr - 01 45 58 94 69
Catherine Thevin
Responsable du marketing opérationnel
catherine.thevin@lexisnexis.fr - 01 45 58
93 05

Abonnement annuel 2019
France métropolitaine : 576,87 € TTC
Prix de vente au numéro : 101,08 € TTC
Dom-Tom et Étranger : 625,00 € HT
Prix de vente au numéro : 109,00 € HT
Offre spéciale étudiants :
<http://etudiant.lexisnexis.fr/>

www.lexisnexis.fr
Tél. : 01 71 72 47 70

*Crédit photo : GettyImages
(Photo - première de couv.)*

LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 €
552 029 431 RCS Paris
Principal associé :
Reed Elsevier France SA
Siège social :
141, rue de Javel
75747 Paris Cedex 15

Commission paritaire n° 0621 T 86597
N° Impr. 6011
N° Éd. 5829
Dépôt légal à parution

*Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 6 %
Certification : 100 %
Impact sur l'eau : P_{tot} = 0,01 kg / tonne*



Thomas ANDRIEU, directeur des affaires civiles et du sceau

- Procédures collectives et sûretés réelles (*Procédures collectives*) **dossier 26 (juill.)**

Sophie ATSARIAS, maître de conférences à l'université de Corse

- Le maintien et la reconstitution de l'actif et des ressources de l'entreprise agricole (*Agriculteur en difficulté*) **dossier 37 (sept.)**

Augustin AYNÈS, agrégé des facultés de droit, professeur à Paris XII (UPEC)

- Bénéfice de cession d'action ou de subrogation : droit préférentiel né après l'engagement de la caution (non) (*Cautionnement*) **comm. 23 (janv.)**
- Clôture de la liquidation pour insuffisance d'actif : (i) droit de poursuite de la caution même en cas de disparition de la personne morale débitrice principale ; (ii) créance garantie en cas de cautionnement du solde d'un compte courant (*Cautionnement*) **comm. 24 (janv.)**
- Sûreté réelle pour autrui donnée par une société : nature de la nullité sanctionnant la contrariété à l'objet ou à l'intérêt social (*Sûreté réelle pour autrui [cautionnement hypothécaire]*) **comm. 25 (janv.)**
- Cession Dailly : incidence des stipulations du contrat générateur de la créance et de l'ajout de mentions non obligatoires (*Cession Dailly*) **comm. 27 (janv.)**
- Revendication : charge de la preuve de l'existence des marchandises vendues avec clause de réserve de propriété (*Revendication*) **comm. 28 (janv.)**
- Transmission universelle de patrimoine et cautionnement omnibus : la caution de la société absorbante garantit les dettes de l'absorbée (*Cautionnement*) **comm. 111 (mai)**
- Exigence de proportionnalité du cautionnement : la disproportion suppose l'impossibilité manifeste de faire face à l'engagement (*Cautionnement*) **comm. 112 (mai)**
- Le rétenteur a droit au remboursement des frais de gardiennage même non contractuellement prévus (*Droit de rétention*) **comm. 113 (mai)**

Geoffroy BERTHELOT, mandataire judiciaire associé, maître de conférences, Sciences Po Paris

- Maintien des droits propres du débiteur en liquidation judiciaire (*Droit propre*) **comm. 73 (mars)**
- Quelles sont les obligations du liquidateur dans le cadre d'une cession de gré à gré d'immeuble ? (*Obligations du liquidateur*) **comm. 75 (mars)**
- Recours d'un tiers contre l'ordonnance du juge-commissaire autorisant la cession d'un actif (*Voies de recours*) **comm. 77 (mars)**

Gérard BLANC, professeur émérite à la faculté de droit et de science politique de l'université d'Aix-Marseille (AMU), membre du Centre de droit économique

- Action en nullité d'une vente immobilière (*Compétence du Tribunal*) **comm. 30 (janv.)**
- Action exercée par un créancier : conditions de la fraude paulienne (*Action paulienne*) **comm. 31 (janv.)**
- Appel interjeté par le débiteur (*Voies de recours*) **comm. 32 (janv.)**
- Point de départ du délai pour former tierce-opposition (*Voies de recours*) **comm. 33 (janv.)**
- Acte commutatif déséquilibré (C. com., art. L. 632-1, I, 2°) : contrat de travail (*Nullités de droit*) **comm. 34 (janv.)**

- Paiement de dettes non échues (C. com., art. L. 632-1, I, 3°) : notion d'échéance (*Nullités de droit*) **comm. 35 (janv.)**
- Paiement de dettes non échues (C. com., art. L. 632-1, I, 3°) : notion de paiement (*Nullités de droit*) **comm. 36 (janv.)**
- Paiement par compensation (C. com., art. L.632-1, I, 4°) : existence d'une clause de séquestre (*Nullités de droit*) **comm. 37 (janv.)**
- Connaissance de la cessation des paiements (C. com., art. L. 632-2) : caractère facultatif de l'annulation (*Nullités facultatives*) **comm. 38 (janv.)**
- Connaissance de la cessation des paiements (C. com., art. L. 632-2) : appréciation par les juges (*Nullités facultatives*) **comm. 39 (janv.)**

Jean-François BLANC, administrateur judiciaire associé FHB

- Les plans des entreprises agricoles (*Agriculteur en difficulté*) **dossier 38 (sept.)**

Mylène BOCHÉ-ROBINET, avocat, Counsel, August Debouzy

- Le nouvel article L. 692-1 du Code de commerce : précisions sur les modalités d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité secondaire en France (*Procédure d'insolvabilité*) **étude 4 (mars)**

Marie-France BONNEAU, rédacteur en chef de la Lettre Juris-Classeur Actualité des Procédures Collectives et de la Revue des Procédures Collectives

- CNIL : adoption d'une norme relative aux traitements mis en oeuvre par les AJMJ (*Profession*) **alerte 1 (janv.)**
- Loi Elan : articulation entre le traitement des situations de surendettement et la procédure en constat de résiliation du bail (*Surendettement des particuliers*) **alerte 28 (nov.)**

Nicolas BORGA, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Jean Moulin-Lyon 3

- La réalisation des garanties réelles : en restructuration ou en liquidation ? Dans ou hors la procédure ? (*Sûretés réelles*) **dossier 20 (juill.)**

Anouk BORIES, maître de conférences en droit privé à la faculté de droit de Montpellier

- La prévention hors des codes : l'exemple du rééchelonnement des dettes fiscales et sociales de l'agriculteur (*Agriculteur*) **dossier 29 (sept.)**

Matthieu BOTTIN, docteur en Droit, avocat au Barreau de Nice, chargé d'enseignement à la faculté de Nice Sophia Antipolis

- Le régime de la vente de l'immeuble du débiteur en liquidation judiciaire confrontée aux règles régissant la saisie immobilière : qui se ressemble peut-il ou doit-il s'assembler ? (*Réalisation de l'actif*) **étude 21 (juill.)**

Diane BOUSTANI, maître de conférences à l'Université Nice Côte d'Azur

- Absence totale de comptabilité : preuve suffisante de l'élément intentionnel (*Banqueroute - élément intentionnel*) **comm. 79 (mars)**
- Fait justificatif - Précision de la notion d'autorité légitime au sens de l'article 122-4 du Code pénal (*Détournement d'objets gagés*) **comm. 80 (mars)**
- Le juge pénal privé de la possibilité de prononcer une faillite personnelle : première application de la déclaration d'inconstitutionnalité du 29 septembre 2016 (*Banqueroute et faillite personnelle*) **comm. 81 (mars)**

- Détournement de la clientèle d'une société en procédure collective : l'infraction de banqueroute par détournement d'actif caractérisée (*Délit de banqueroute - Éléments constitutifs*) **comm. 208 (nov.)**
- Infractions aux règles comptables : illustrations des éléments constitutifs du délit de banqueroute (*Délit de banqueroute - Éléments constitutifs*) **comm. 209 (nov.)**
- Interdiction de gérer prononcée en répression du délit de banqueroute - Application de la décision d'inconstitutionnalité du 29 septembre 2016 (*Délit de banqueroute et interdiction de gérer*) **comm. 210 (nov.)**
- Mise en examen du dirigeant social : interdiction de gérer générale prononcée au titre du contrôle judiciaire (*Délit de banqueroute et interdiction de gérer*) **comm. 211 (nov.)**

Alix BRENAC, mandataire judiciaire associé, SELARL Brenac & Associés

- La coopérative agricole, un acteur spécifique (*Agriculteur*) **dossier 33 (sept.)**

Olivier BUISINE, administrateur judiciaire, SELARL AJUP, ESC Bordeaux (Kedge BS), docteur en droit université Lyon III

- L'administrateur provisoire de l'indivision (*Administrateur provisoire de l'indivision*) **étude 10 (mai)**
- Prévention des difficultés des entreprises : évolutions et prospective (*Prévention des difficultés des entreprises*) **étude 16 (juill.)**
- Imprévision et droit des entreprises en difficulté (*Entreprises en difficulté*) **étude 18 (juill.)**
- L'exécution anticipée du plan (*Plan*) **étude 28 (nov.)**

Pierre CAGNOLI, professeur à l'université Caen Normandie, membre de l'Institut Demolombe

- Le recouvrement des créances du débiteur (*Recouvrement des créances*) **dossier 13 (janv.)**
- Extension de procédure et plan de cession (*Recevabilité - Limites temporelles*) **comm. 8 (janv.)**
- Compétence du tribunal de la procédure collective (*Nullités de la période suspecte*) **comm. 9 (janv.)**
- Les parties doivent pouvoir répondre utilement à l'avis du ministère public, partie jointe (*Sanctions*) **comm. 10 (janv.)**
- Appel et pourvoi en cassation (*Cession de l'entreprise*) **comm. 11 (janv.)**
- Effets de l'arrêt de l'exécution provisoire (*Liquidation judiciaire - Appel*) **comm. 12 (janv.)**
- Qualité pour faire appel (*Nullités de la période suspecte*) **comm. 13 (janv.)**
- L'ordonnance du juge-commissaire statuant sur les modalités de réalisation des meubles : un seul recours pour les parties et les personnes dont les droits et obligations sont impactés (*Réalisation d'actif - Recours devant la cour d'appel*) **comm. 14 (janv.)**
- Possibilité, pour le créancier à qui la déclaration notariée d'insaisissabilité est inopposable, d'agir aux fins d'obtention d'un titre exécutoire (*Arrêt des poursuites individuelles*) **comm. 99 (mai)**
- L'extinction discutable de la sûreté accessoire d'une créance irrégulièrement déclarée (*Déclaration de créance - Décision de rejet*) **comm. 100 (mai)**
- Les effets du chef du jugement d'orientation arrêtant le montant de la créance du saisissant, dans un contentieux ultérieur portant sur l'admission d'une créance (*Créances antérieures - Saisie immobilière antérieure*) **comm. 101 (mai)**
- Notification de l'ordonnance du juge-commissaire à l'initiative d'une partie : la signification s'impose ! (*Notification des ordonnances du juge-commissaire*) **comm. 102 (mai)**
- Délai pour former tierce opposition contre le jugement de report de la date de cessation des

- paiements (*Tierce opposition*) **comm. 103 (mai)**
- Précisions sur l'indivisibilité du contentieux de l'admission des créances (*Appel et pourvoi en cassation - Admission des créances*) **comm. 104 (mai)**
- Conditions de recevabilité de l'action des créanciers contrôleurs (*Action des créanciers contrôleurs*) **comm. 144 (sept.)**
- Réalisation des immeubles : péremption de l'ordonnance du juge-commissaire décidant la vente par adjudication (*Compétence*) **comm. 145 (sept.)**
- Effets des décisions d'admission au passif (*Procédure*) **comm. 146 (sept.)**
- Liquidation judiciaire : conversion de procédure (*Procédure*) **comm. 147 (sept.)**
- Droits propres du débiteur (*Voies de recours*) **comm. 148 (sept.)**

Myriam CAZAJUS, juriste-consultant au CRIDON Sud-Ouest

- Le droit de préemption de la SAFER confronté aux procédures collectives - Regard notarial (*Agriculteur en difficulté*) **dossier 40 (sept.)**

Rémi DALMAU, maître de conférences à l'École de droit de la Sorbonne (Paris 1)

- L'appréhension du « temps agricole » par les procédures collectives (*Agriculteur en difficulté*) **dossier 32 (sept.)**

Reinhard DAMMANN, avocat associé, Clifford Chance Europe

- Pour une réforme cohérente du droit des sûretés et de la loi de sauvegarde dans une approche d'harmonisation franco-allemande (*Sûretés*) **dossier 23 (juill.)**

Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille, Section du droit des Affaires et de l'Entreprise

- Le recours à des tiers : les praticiens de l'insolvabilité peuvent-ils sous-traiter leurs missions ? (*Mandat de justice*) **dossier 9 (janv.)**
- Obligation de vérifier les critères d'ouverture d'une procédure de conciliation (*Conciliation*) **comm. 176 (nov.)**
- Contrôle par le président de l'état de cessation des paiements inférieur à 45 jours et recours contre le rejet de la demande de conciliation (*Conciliation*) **comm. 177 (nov.)**
- L'avis du ministère public au visa de l'article R. 611-47-1 du Code de commerce est-il limité aux honoraires du conciliateur ? (*Conciliation*) **comm. 178 (nov.)**
- Les mesures de prévention doivent faire l'objet d'une délocalisation s'il existe un risque de partialité (*Compétence*) **comm. 179 (nov.)**
- Conséquences de la violation du principe de la confidentialité (*Confidentialité*) **comm. 180 (nov.)**
- Le principe de confidentialité de l'article L. 611-15 du Code de commerce face à une question prioritaire de constitutionnalité (*Confidentialité*) **comm. 181 (nov.)**
- Utilité de la levée de la confidentialité : rempart contre l'instrumentalisation du tribunal (*Confidentialité*) **comm. 182 (nov.)**
- Utilité de la levée de la confidentialité pour un meilleur traitement judiciaire des difficultés (*Confidentialité*) **comm. 183 (nov.)**
- L'obligation de déposer ses comptes s'impose aux professionnels du chiffre (*Dépôt des comptes sociaux*) **comm. 184 (nov.)**
- L'article L. 611-2 du Code de commerce face à une question préjudicielle devant la CJUE (*Dépôt des comptes sociaux*) **comm. 185 (nov.)**
- Les magistrats du parquet sont, eux aussi, conscients des enjeux économiques et peuvent agir aux fins de délocalisation (*Dépassement de la procédure*) **alerte 10 (mai)**
- Le contrôle de la conciliation par le ministère public et le lien entre prévention et sanction (*Conciliation*) **étude 3 (mars)**
- Contour de l'obligation de coopération : un nécessaire recadrage (*Dirigeant*) **étude 7 (mai)**

- La conversion du redressement judiciaire en liquidation judiciaire repose sur un cadre juridique précis (*Liquidation judiciaire*) **étude 20 (juill.)**
 - L'intervention nécessaire du ministère public dans la désignation des organes de la procédure collective en cas de risque d'action en responsabilité contre l'État (*Organes*) **étude 24 (sept.)**
 - La levée de la confidentialité : pour quoi faire ? (ou la levée des tabous) (*Prévention*) **étude 26 (nov.)**
- Antoine DIESBECQ, avocat au Barreau de Paris, cabinet Racine**
- Loi Pacte : une occasion manquée pour les personnes physiques en liquidation judiciaire (*Projet de loi PACTE*) **étude 23 (sept.)**
- Mathilde DOLS-MAGNEVILLE, maître de conférences à l'université de Montpellier**
- Les difficultés de l'entreprise agricole (*Agriculteur en difficulté*) **dossier 27 (sept.)**
- Claude DOMENGET, expert foncier, Cabinet Optimes**
- Les difficultés économiques et juridiques des entreprises agricoles et les risques inhérents aux activités exercées (*Agriculteur*) **dossier 28 (sept.)**
 - L'appréhension du « temps agricole » par les procédures collectives (*Agriculteur en difficulté*) **dossier 32 (sept.)**
- Marie-Pierre DUMONT-LEFRAND, professeur à l'université de Montpellier**
- Le créancier titulaire de sûretés « agricoles » (*Agriculteur en difficulté*) **dossier 34 (sept.)**
- Marjorie ECKHOUDT, maître de conférences à l'université de Lille**
- Les coûts indirects de la défaillance bancaire (*Défaillance bancaire*) **dossier 7 (janv.)**
- Laurence FIN-LANGER, professeur agrégé, Normandie université, Unicaen, Institut Demolombe, EA 967**
- L'adaptation du droit du travail au droit des entreprises en difficulté (*Droit du travail*) **dossier 11 (janv.)**
- Barbara FRELETEAU, maître de conférences à l'université de Bordeaux**
- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- Cheik GALOKHO, maître de conférences à l'université de Perpignan, membre du centre de droit de la concurrence Yves Serra (EA n° 4216 du CDED)**
- La liberté de gestion et l'encadrement de la fixation de la rémunération des dirigeants d'entreprises en difficulté (*Dirigeant*) **étude 11 (mai)**
- Bertille GHANDOUR, maître de conférences, université de Picardie Jules Verne**
- L'optimisation des procédures : la réduction des coûts de procédure (*Difficulté des entreprises*) **dossier 14 (janv.)**
- Charles GIJSBERS, agrégé des facultés de droit - professeur à l'université de Rouen - CUREJ, EA4703**
- Pourquoi s'engage-t-on à payer la dette d'autrui ? (quand la cause se réinvente dans le contentieux du cautionnement...) (*Cautionnement*) **comm. 22 (janv.)**
 - Non-contrariété à l'intérêt social du cautionnement hypothécaire consenti par une SCI en garantie d'un prêt lui étant en partie profitable (*Sûreté réelle pour autrui [cautionnement hypothécaire]*) **comm. 26 (janv.)**
 - Responsabilité du liquidateur judiciaire qui inclut dans le plan de cession des biens sous le coup d'une procédure de revendication (*Revendication*) **comm. 29 (janv.)**
- Pas de bénéfice de subrogation au profit de la caution réelle (*Sûreté réelle pour autrui - Bénéfice de subrogation*) **comm. 114 (mai)**
- Sophie GJIDARA-DECAIX, maître de conférences à l'université Panthéon-Assas (Paris II), ancienne directrice des études de l'IEJ « Pierre Raynaud »**
- Bonne foi - Notion (*Conditions relatives au débiteur*) **comm. 88 (mai)**
 - Bonne foi - Régime (*Conditions relatives au débiteur*) **comm. 89 (mai)**
 - Qualité du débiteur - Gérant de SARL - Preuve de l'exercice effectif d'une activité professionnelle indépendante (*Conditions relatives au débiteur*) **comm. 90 (mai)**
 - Caractérisation de la situation de surendettement - Débiteur propriétaire de sa résidence principale (*Conditions relatives à la situation patrimoniale*) **comm. 91 (mai)**
 - Expulsion de locaux d'habitation - Conditions de la suspension de cette mesure (*Mesures d'exécution*) **comm. 92 (mai)**
 - Mesures recommandées rendues exécutoires - Obtention d'un titre exécutoire pour l'ensemble de la créance (*Inexécution*) **comm. 93 (mai)**
 - Débiteur - Qualité - EIRL - Patrimoine non affecté (*Conditions relatives au débiteur*) **comm. 171 (nov.)**
 - Dépôt d'une demande de traitement - Délai de forclusion - Délai de prescription - Causes d'interruption (*Saisine de la commission*) **comm. 172 (nov.)**
 - Décision de recevabilité - Acte notarié - Impossibilité d'agir pour le créancier - Suspension du délai de prescription (*Suspension des procédures d'exécution*) **comm. 173 (nov.)**
 - Créance non contestée en son principe - Pouvoirs du juge - Production des pièces (*Vérification des créances*) **comm. 174 (nov.)**
 - Détermination des ressources nécessaires aux dépenses courantes - Actes propres à faciliter le désendettement (*Choix des mesures de désendettement*) **comm. 175 (nov.)**
- Alain GOURIO, docteur en droit, ancien directeur juridique et conformité de la Fédération bancaire française, directeur des publications du groupe Revue Banque**
- Sûretés et procédures collectives (*Sûretés*) **dossier 24 (juill.)**
- Urs Peter GRUBER, professeur, docteur**
- Procédures collectives et sûretés réelles en droit allemand (*Sûretés réelles*) **dossier 22 (juill.)**
- Mathias HOUSSIN, docteur en droit et ATER à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)**
- Le test du respect des intérêts des créanciers ou « best interest test » (*Best interest test*) **étude 19 (juill.)**
- Christine HUGON, professeur à l'université de Montpellier I**
- Plan de cession et cessions d'actifs (*Agriculteur en difficulté*) **dossier 39 (sept.)**
- Claire IZEMBART, juriste à Solidarité Paysans - ADAD 31**
- Les difficultés économiques et juridiques des entreprises agricoles et les risques inhérents aux activités exercées (*Agriculteur*) **dossier 28 (sept.)**
- David JACOTOT, maître de conférences HDR à l'université de Bourgogne Franche Comté, membre du laboratoire de droit du sport (CREDIMI-UMR)**
- Contestation du motif économique en cas de fraude (*Caractère économique du licenciement*) **comm. 155 (sept.)**
 - Co-emploi et responsabilité extracontractuelle (*Co-emploi*) **comm. 156 (sept.)**
- Frédérique JULIENNE, maître de conférences à l'université Montesquieu-Bordeaux IV**
- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Maxime JULIENNE, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université d'Angers

- Garanties et sûretés réelles : innovations passées et à venir (*Sûretés réelles*) dossier 16 (juill.)

Didier KRAJESKI, professeur à l'université Toulouse 1 Capitole, IDP, EA 1920

- Le sort du bail rural et du prêt de terres agricoles (*Agriculteur en difficulté*) dossier 36 (sept.)

Karl LAFAURIE, docteur en droit

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) chron. 1 (juill.)

Christine LEBEL, maître de conférences HDR (CRJFC, EA 3225), UFR SJEFG (université de Franche-Comté), vice-président de l'Association française de droit rural

- L'optimisation des procédures : la réduction des coûts de procédure (*Difficulté des entreprises*) dossier 14 (janv.)
- Les plans des entreprises agricoles (*Agriculteur en difficulté*) dossier 38 (sept.)
- Recours du débiteur contre l'ordonnance d'admission d'une créance et indivisibilité de l'instance (*Pouvoir du débiteur en sauvegarde*) comm. 56 (mars)
- Recours du débiteur contre l'ordonnance d'admission d'une créance : qualité à agir seul (*Pouvoir du débiteur en sauvegarde*) comm. 57 (mars)
- Signification d'une saisie-attribution (*Acte de gestion courante*) comm. 58 (mars)
- Dans quelle mesure des commandes d'un montant important constituent-elles des actes de gestion courante ? (*Acte de gestion courante*) comm. 59 (mars)
- Ordre de virement bancaire (*Acte de gestion courante*) comm. 60 (mars)
- Conditions de la prolongation exceptionnelle de la période d'observation (*Prolongation exceptionnelle*) comm. 61 (mars)
- Prolongation exceptionnelle de la période d'observation (*Période d'observation*) comm. 62 (mars)
- Ouverture de la procédure - Convocation de l'ordre professionnel (*Professions libérales*) comm. 82 (mars)
- Clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif et retraite d'un médecin (*Professions libérales*) comm. 83 (mars)
- Dispositif Administratif « AGRIDIFF » (*Agriculteurs*) comm. 84 (mars)
- Durée du plan de redressement d'une société agricole (*Agriculteurs*) comm. 85 (mars)
- Warrant agricole - Inopposabilité de la sûreté (*Agriculteurs*) comm. 86 (mars)
- Cessation des paiements - Actif disponible (*Associations*) comm. 87 (mars)
- Mission d'assistance générale de l'administrateur judiciaire et exercice des voies de recours (*Pouvoirs du débiteur*) comm. 136 (juill.)
- Action en révocation du gérant de la société débitrice (*Pouvoirs du débiteur*) comm. 137 (juill.)
- Transaction : acte susceptible d'avoir une incidence déterminante sur l'issue de la procédure (*Acte de disposition étranger à la gestion courante*) comm. 138 (juill.)
- Quand l'autorisation du juge-commissaire est-elle requise ? (*Acte étranger à la gestion courante*) comm. 139 (juill.)
- Infirmité de la liquidation judiciaire - Existence de perspectives de redressement (*Infirmité de la liquidation judiciaire*) comm. 140 (juill.)
- Double condition de la conversion de la sauvegarde en liquidation judiciaire (*Conversion de la sauvegarde en liquidation judiciaire*) comm. 141 (juill.)
- Saisine d'office du tribunal et respect des règles procédurales (*Conversion du redressement en liquidation judiciaire*) comm. 142 (juill.)

- Demande faite en cours d'audience : saisine d'office (*Conversion du redressement en liquidation judiciaire*) comm. 143 (juill.)
- Compenser après l'ouverture d'une procédure collective (*Compensation*) alerte 5 (mars)
- De l'agriculteur à la réalisation d'une activité agricole (*Agriculteur en difficulté*) alerte 24 (sept.)

Marianne LECÈNE-VILLEMONTAIX, maître de conférences - HDR, membre de l'IRDAP, université de Bordeaux

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) chron. 1 (juill.)

Dominique LEGEAIS, professeur à l'université René Descartes, Sorbonne Paris Cité, directeur du CEDAG

- Procédures collectives et sûretés réelles. Quelques vœux pour la réforme à venir (*Sûretés réelles*) dossier 21 (juill.)

Valérie LELOUP-THOMAS, mandataire judiciaire, SELAFA MJA

- Qu'est-ce qu'un avis ? (*Avis*) comm. 3 (janv.)
- Quelques précisions sur la rémunération de l'administrateur judiciaire (*Rémunération*) comm. 6 (janv.)

Kevin LUCIANO, maître de conférences à l'université de Nice Sophia Antipolis, groupe de recherches en droit économie gestion - Credeco (UMR 7321)

- La lutte contre le forum shopping dans le règlement (UE) 2015/848 relatif aux procédures d'insolvabilité (*Procédure d'insolvabilité*) étude 8 (mai)

Francine MACORIG-VENIER, professeur à l'université Toulouse I Capitole

- Co-mandats, mandats post procédures : nouveaux intervenants, nouveaux coûts ? (*Mandataires de justice*) dossier 5 (janv.)
- La faute ou fraude du débiteur ne peut faire échec à l'arrêt des poursuites du créancier (*Conditions de l'arrêt des poursuites*) comm. 149 (sept.)
- Poursuites du créancier impayé au terme d'un plan non résolu (*Poursuites après le plan de redressement*) comm. 150 (sept.)
- Poursuites des créanciers auxquels la DNI est inopposable : les créanciers chirographaires aussi (*Poursuites en liquidation judiciaire*) comm. 151 (sept.)
- Poursuites des créanciers de l'indivision : pas d'ordonnance du juge-commissaire (*Poursuites en liquidation judiciaire*) comm. 152 (sept.)

Olivier MARAUD, Doctorant à l'Université de Bordeaux, IRDAP

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) chron. 1 (juill.)
- Groupe de sociétés : l'autonomie de la personne morale et l'effet relatif des contrats à l'épreuve des difficultés d'une filiale (*Groupe de sociétés*) alerte 19 (juill.)

Arlette MARTIN-SERF, professeur émérite de l'université de Bourgogne

- Règles de majorité applicables à l'action engagée par un créancier contrôleur : non-lieu à renvoi d'une QPC au Conseil constitutionnel (*Procédure*) comm. 121 (mai)
- Communication écrite de l'avis du ministère public aux parties (*Procédure*) comm. 122 (mai)
- Absence de compensation de la somme mise à la charge du dirigeant et de la créance de ce dernier contre le débiteur (*Exécution de la condamnation*) comm. 123 (mai)
- Faute de gestion. Simple négligence du dirigeant. Application de la loi du 9 décembre 2016 (non) (*Droit transitoire*) comm. 124 (mai)
- Pas d'interdiction de gérer pour défaut de déclaration de la cessation des paiements en France, État d'ouverture d'une procédure secondaire d'insolvabilité (*Faillite personnelle et interdiction de gérer*) comm. 125 (mai)

- Portée de l'inconstitutionnalité de l'article L. 654-6 du Code de commerce en droit transitoire (*Faillite personnelle et interdiction de gérer*) **comm. 126 (mai)**
 - Responsabilité fondée sur l'article L. 650-1 du Code de commerce. Définition et appréciation de la fraude (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 127 (mai)**
 - Responsabilité fondée sur l'article L. 650-1 du Code de commerce. Appréciation du caractère fautif et ruineux du crédit sous la forme de délais de paiement avec intérêts de retard (*Fournisseur de marchandises*) **comm. 128 (mai)**
 - Action en responsabilité contre les commissaires aux comptes pour des fautes antérieures à l'ouverture de la procédure collective (non) (*Commissaires aux comptes*) **comm. 129 (mai)**
 - Fautes imputées aux commissaires aux comptes et nature du préjudice réparable (*Commissaires aux comptes*) **comm. 130 (mai)**
 - Action engagée par le liquidateur judiciaire en qualité d'organe de la procédure et non pas en tant que représentant légal de la société débitrice (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif - Procédure*) **comm. 201 (nov.)**
 - Action engagée par des créanciers contrôleurs. Conditions de recevabilité et de régularisation de la demande (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif - Procédure*) **comm. 202 (nov.)**
 - Remboursement de comptes courants d'associés privant la société de toute trésorerie et rendant inéluctable la déclaration de cessation des paiements (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif - Fautes de gestion*) **comm. 203 (nov.)**
 - Droit transitoire. Application immédiate de la loi du 9 décembre 2016 écartant la responsabilité en cas de simple négligence dans la gestion de la société (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif - Fautes de gestion*) **comm. 204 (nov.)**
 - Pouvoir souverain des juges du fond quant au montant de la condamnation in solidum de deux dirigeants (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif - Condamnation*) **comm. 205 (nov.)**
 - Interdiction de gérer pour défaut de déclaration de la cessation des paiements. Ajout de l'adverbe « sciemment » par la loi du 6 août 2015. Droit transitoire (*Interdiction de gérer*) **comm. 206 (nov.)**
 - Sanction du non-respect d'une interdiction de gérer. Interdiction générale de gérer prononcée par la chambre de l'instruction (*Interdiction de gérer*) **comm. 207 (nov.)**
 - Responsabilité fondée sur l'article L. 650-1 du Code de commerce. Champ d'application du texte. Exclusion des garanties financières (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 212 (nov.)**
 - Responsabilité fondée sur l'article L. 650-1 du Code de commerce et responsabilité pour défaut de mise en garde du bénéficiaire des concours (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 213 (nov.)**
 - Responsabilité pour manquement au devoir de mise en garde. Critères d'appréciation de la qualité d'emprunteur ou de caution averti (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 214 (nov.)**
- Thomas MASTRULLO, maître de conférences à l'École de droit de la Sorbonne (université Paris 1)**
- Adoption d'un double critère de l'action annexe (*Règlement insolvabilité - Champ d'application*) **comm. 105 (mai)**
 - Nouvelles précisions sur le régime de l'article 13 du règlement n° 1346/2000 (*Action révocatoire*) **comm. 106 (mai)**
- Fabrice MATTATIA, ingénieur général des mines, docteur en droit, chercheur associé à l'université Paris 1**
- Administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires face au RGPD (*Protection des données personnelles*) **étude 9 (mai)**
- Michel MENJUCQ, professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Paris I Panthéon-Sorbonne**
- La coopérative agricole, un acteur spécifique (*Agriculteur*) **dossier 33 (sept.)**
 - Modèles de lettres de licenciement et procédures collectives : quelle cohérence ? (*Licenciement économique*) **repère 1 (janv.)**
 - Pour en finir réellement avec la notion d'agriculteur ! (*Agriculteur*) **repère 3 (mai)**
 - Le registre d'insolvabilité français : du vin nouveau dans de vieilles outres ? (*Registre d'insolvabilité*) **repère 5 (sept.)**
 - Application de la directive sur le transfert d'entreprise au prepack (*Protection des salariés*) **comm. 107 (mai)**
 - Requalification en procédure secondaire d'une procédure d'insolvabilité principale (*Procédure secondaire*) **comm. 108 (mai)**
 - Procédures d'insolvabilité : publication des formulaires uniformisés (*Procédure d'insolvabilité*) **comm. 109 (mai)**
 - Adaptation du droit français au règlement insolvabilité (*Procédure d'insolvabilité*) **comm. 110 (mai)**
- Thierry MÉTEYÉ, Directeur de la Délégation Unedic AGS**
- La politique de labellisation de l'AGS : un partenariat gagnant-gagnant (*Mandataire judiciaire*) **dossier 12 (janv.)**
 - Quid de l'AGS dans la problématique procédures collectives / sûretés réelles ? (AGS) **dossier 25 (juill.)**
- Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON, professeur université Paris 2 Panthéon-Assas**
- Quid des sûretés réelles dans le plan de cession ? (*Plan de cession*) **dossier 19 (juill.)**
- Pascal NEVEU, avocat honoraire au barreau de Nice, ancien chargé d'enseignement à la faculté de Nice Sophia-Antipolis (Master II Droit des difficultés d'entreprises)**
- Le régime de la vente de l'immeuble du débiteur en liquidation judiciaire confrontée aux règles régissant la saisie immobilière : qui se ressemble peut-il ou doit-il s'assembler ? (*Réalisation de l'actif*) **étude 21 (juill.)**
- Françoise PÉROCHON, professeur à la faculté de droit de Montpellier, membre du Laboratoire de droit privé et du Labex Entreprendre de l'université de Montpellier**
- La réalisation des garanties réelles : en restructuration ou en liquidation ? Dans ou hors la procédure ? (*Sûretés réelles*) **dossier 20 (juill.)**
- Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe (EA 967)**
- Loi Macron : qu'est-ce qu'une « rémunération raisonnable » des praticiens de l'insolvabilité ? (*Mandataires de justice*) **dossier 3 (janv.)**
 - Actualité jurisprudentielle (*Actualité jurisprudentielle*) **étude 1 (janv.)**
 - **étude 2 (mars)**
 - **étude 6 (mai)**
 - **étude 13 (juill.)**
 - **étude 22 (sept.)**
 - **étude 25 (nov.)**
- Ronan RAFFRAY, professeur à l'université de Bordeaux**
- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- Florence REILLE, maître de conférences à l'université de Toulon, membre du CDPC Jean-Claude Escarras (UMR-CNRS 7318)**
- Les opérations de liquidation et partage de l'indivision ne sont pas des opérations de réalisation des actifs (*Biens indivis*) **comm. 74 (mars)**
 - Recours contre les ordonnances du juge-commissaire en matière de réalisation d'actifs :

confirmation et précision (<i>Voies de recours</i>).....	comm. 76 (mars)	• Être en cessation des paiements sans l'être tout en l'étant (<i>Cessation des paiements</i>).....	repère 2 (mars)
• L'insaisissabilité au-delà de la clôture de la liquidation judiciaire du débiteur (<i>Reprise des poursuites - Inopposabilité de la DNI</i>).....	comm. 78 (mars)	• Projet de loi PACTE et entreprises en difficulté : évolutions ou révolution ? (<i>Projet de loi PACTE</i>).....	repère 4 (juill.)
Blandine ROLLAND, professeur à l'université de Haute-Alsace, CERDACC (EA 3992)		• Quelques « petites » nouveautés dans le projet de loi Pacte (<i>Projet de loi PACTE</i>).....	repère 6 (nov.)
• Assignation par le préfet contre la société mère d'une filiale exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement (<i>Installation classée</i>).....	formule 1 (janv.)	• La liquidation judiciaire du mandataire ne met pas fin au contrat de mandat ! (<i>Mandat</i>).....	comm. 63 (mars)
• Assignation en faillite personnelle par le liquidateur contre un débiteur personne physique (<i>Faillite personnelle</i>).....	formule 2 (mars)	• Une « drôle » de résiliation de plein droit... (<i>Résiliation de plein droit</i>).....	comm. 64 (mars)
• Mise en demeure des contrôleurs à l'encontre du mandataire judiciaire ou du liquidateur en vue d'une action en faillite personnelle contre un dirigeant de personne morale (<i>Action en sanction professionnelle</i>).....	formule 3 (mai)	• Des limites de la paralysie de la clause solidaire en cas de cession du bail (<i>Cession du bail</i>).....	comm. 65 (mars)
• Assignation en faillite personnelle d'un dirigeant de personne morale par les contrôleurs (<i>Faillite personnelle</i>).....	formule 4 (juill.)	• Destinataire du commandement de payer visant la clause résolutoire (<i>Bail</i>).....	comm. 66 (mars)
• Assignation en interdiction de gérer par le liquidateur contre un débiteur personne physique (<i>Interdiction de gérer</i>).....	formule 5 (nov.)	• Paiement comptant et contrat en cours (<i>Contrat en cours</i>).....	comm. 67 (mars)
• Mise en place d'une autorisation environnementale (<i>Procédure administrative en matière de cessation d'activité</i>).....	comm. 47 (janv.)	• Option tacite de continuation et résiliation de plein droit (<i>Contrat en cours</i>).....	comm. 68 (mars)
• Rappel du rôle des mandataires de justice en matière d'ICPE (<i>Procédure administrative en matière de cessation d'activité</i>).....	comm. 48 (janv.)	• Principales innovations intéressant le droit des entreprises en difficulté dans le projet de loi PACTE (<i>Projet de loi PACTE</i>).....	étude 15 (juill.)
• Précisions relatives aux garanties financières des exploitants d'ICPE (<i>Charge des obligations en matière environnementale</i>).....	comm. 49 (janv.)	Corinne SAINT-ALARY-HOUIN, professeur à l'université Toulouse 1 - Capitole	
• Précisions en matière de procédure de substitution pour la réhabilitation d'un site occupé par une ICPE (<i>Charge des obligations en matière environnementale</i>).....	comm. 50 (janv.)	• Les coûts de faillite. Le droit des entreprises en difficulté est-il performant ? (<i>Difficulté des entreprises</i>).....	dossier 2 (janv.)
• État d'insolvabilité notoire et site pollué invendable (<i>Conséquences de la présence d'un site pollué</i>).....	comm. 51 (janv.)	• Les difficultés économiques et juridiques des entreprises agricoles et les risques inhérents aux activités exercées (<i>Agriculteur</i>).....	dossier 28 (sept.)
• Obligation de vigilance des sociétés mères et entreprises donneuses d'ordre en matière environnementale (<i>Recherche des responsabilités en matière environnementale</i>).....	comm. 52 (janv.)	Bernard SAINTOURENS, professeur à l'université de Bordeaux, Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine - IRDAP	
• Retour sur l'obligation d'information de l'acquéreur en matière de cessions dans le cadre des procédures collectives (<i>Cession</i>).....	étude 12 (mai)	• Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (<i>Panorama de jurisprudence</i>).....	chron. 1 (juill.)
Patrick ROSSI, président du tribunal de grande instance de Compiègne, ancien chef du bureau du droit de l'économie des entreprises au ministère de la Justice		• L'inscription au répertoire SIRENE ne fait pas présumer la qualité de professionnel indépendant (<i>Activité professionnelle indépendante</i>).....	comm. 15 (janv.)
• Vérification des créances : encore la question des pouvoirs du juge-commissaire... (<i>Vérification des créances</i>).....	alerte 23 (sept.)	• L'associé d'une société civile professionnelle n'est pas un professionnel indépendant au sens du Code de commerce (<i>Activité professionnelle indépendante</i>).....	comm. 16 (janv.)
Vasile ROTARU, stagiaire Clifford Chance		• Pas d'extension pour des faits antérieurs à une précédente procédure (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 17 (janv.)
• Pour une réforme cohérente du droit des sûretés et de la loi de sauvegarde dans une approche d'harmonisation franco-allemande (<i>Sûretés</i>).....	dossier 23 (juill.)	• Pas d'extension de procédure après l'adoption d'un plan de cession (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 18 (janv.)
Vincent ROUSSEAU, administrateur judiciaire, SELARL AJ UP		• Caractérisation de la confusion de patrimoines : compte professionnel utilisé pour couvrir des dépenses personnelles (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 19 (janv.)
• L'exécution anticipée du plan (<i>Plan</i>).....	étude 28 (nov.)	• Caractérisation de la confusion des patrimoines : hausse anormale du loyer commercial (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 20 (janv.)
Bernard ROUSSEL, mandataire judiciaire		• Caractère frauduleux d'une demande d'ouverture d'une sauvegarde (<i>Procédure de sauvegarde</i>).....	comm. 21 (janv.)
• Le maintien et la reconstitution de l'actif et des ressources de l'entreprise agricole (<i>Agriculteur en difficulté</i>).....	dossier 37 (sept.)	• EIRL et réunion des patrimoines : la prise en compte du contenu de la déclaration d'affectation (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 53 (mars)
Philippe ROUSSEL GALLE, professeur à l'université Paris Descartes, co-directeur de la Revue des procédures collectives		• Pas de fictivité ni de confusion de patrimoines entre un agriculteur et une SCI (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 54 (mars)
• Procédures collectives et sûretés réelles : à la recherche d'équilibres et d'articulations (<i>Procédures collectives</i>).....	dossier 15 (juill.)	• Caractérisation de la cessation des paiements d'une société filiale et indifférence des mobiles du débiteur (<i>Procédure de redressement ou de liquidation</i>).....	comm. 55 (mars)
• Les difficultés des entreprises agricoles. Propos conclusifs (<i>Agriculteur en difficulté</i>).....	dossier 41 (sept.)	• Confusion des patrimoines entre une SARL et une SCI : la référence à des indices concordants (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 131 (juill.)
		• Caractérisation de la cessation des paiements : insuffisance de l'existence d'une créance, même certaine, liquide et exigible (<i>Procédure de</i>	

redressement ou de liquidation).....	comm. 132 (juill.)	• Appréciation des difficultés économiques d'une entreprise (<i>Caractère économique du licenciement</i>).....	comm. 154 (sept.)
• Caractérisation de la cessation des paiements : l'incidence du solde d'un compte bancaire détenu à l'étranger (<i>Procédure de redressement ou de liquidation</i>).....	comm. 133 (juill.)	• Modalités d'information du salarié sur les motifs économiques du licenciement (<i>Contrat de sécurisation professionnelle</i>).....	comm. 157 (sept.)
• Caractérisation de la cessation des paiements : incidence d'une créance fiscale non contestée (<i>Procédure de redressement ou de liquidation</i>).....	comm. 134 (juill.)	• Calcul du plafond de garantie de l'AGS : précompte effectué par l'employeur (<i>Garantie des salaires</i>).....	comm. 158 (sept.)
• Le prononcé d'une liquidation judiciaire sans preuve de l'état de cessation des paiements (<i>Procédure de redressement ou de liquidation</i>).....	comm. 135 (juill.)	• Rôle de l'AGS dans le cadre de la procédure de sauvegarde (<i>Garantie des salaires</i>).....	comm. 159 (sept.)
Laura SAUTONIE-LAGUIONIE, professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux IV		• Absence d'intervention de l'AGS pour une entreprise in bonis (<i>Garantie des salaires</i>).....	comm. 160 (sept.)
• Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (<i>Panorama de jurisprudence</i>).....	chron. 1 (juill.)	• Caractère insuffisant des démarches effectuées par le liquidateur (<i>Obligation de reclassement</i>).....	comm. 161 (sept.)
Éric SÉVERIN, professeur des universités		• Mise en oeuvre du principe relatif aux critères d'ordre des licenciements (<i>Ordre des licenciements</i>).....	comm. 162 (sept.)
• Les coûts de faillite : définition et mesure (<i>Coûts de la faillite</i>).....	dossier 6 (janv.)	• Précisions sur la prescription des salaires et des actions en requalification d'un CDD en CDI (<i>Prescription</i>).....	comm. 163 (sept.)
Olivier STAES, maître de conférences à l'université de Toulouse I Capitole, membre du CDA		• Conséquences d'une erreur d'adresse (<i>Procédure de licenciement</i>).....	comm. 164 (sept.)
• Exclusion des procédures civiles d'exécution (<i>Domaine</i>).....	comm. 69 (mars)	• Conditions et étendue de l'effet libératoire du solde de tout compte (<i>Reçu pour solde de tout compte</i>).....	comm. 165 (sept.)
• Exclusion des créances dont le débiteur est bénéficiaire (<i>Domaine</i>).....	comm. 70 (mars)	• Portée d'une transaction rédigée en termes généraux (<i>Transaction</i>).....	comm. 166 (sept.)
• Caractère non avenu d'un jugement obtenu après interruption de l'instance (<i>Interruption d'instance</i>).....	comm. 71 (mars)	• Ancienneté du salarié : date figurant sur le bulletin de paie ; présomption simple (<i>Détermination de l'ancienneté du salarié</i>).....	comm. 194 (nov.)
• Absence d'instance en cours et vérification des créances (<i>Vérification des créances</i>).....	comm. 72 (mars)	• Garantie de l'AGS : manifestation dans les délais de l'intention de licencier un salarié protégé (<i>Garantie des salaires</i>).....	comm. 195 (nov.)
François TAQUET, professeur de Droit social (IESEG, ESCEM, Skema BS), avocat, spécialiste en droit du travail et protection sociale, directeur scientifique du réseau GESICA		• Définition : incidence des décisions contestables du chef d'entreprise (<i>Licenciement économique</i>).....	comm. 196 (nov.)
• Maintien de la portabilité de la prévoyance en liquidation judiciaire (<i>Garanties collectives</i>).....	comm. 40 (janv.)	• Spécificité du motif économique du licenciement d'un salarié victime d'un accident du travail (<i>Motif économique du licenciement</i>).....	comm. 197 (nov.)
• Appréciation de la validité du PSE dans un groupe de sociétés (<i>Plan de sauvegarde de l'emploi</i>).....	comm. 41 (janv.)	• Demande de suspension du PSE par le comité central d'entreprise : compétence administrative (<i>Plan de sauvegarde de l'emploi</i>).....	comm. 198 (nov.)
• Communication au salarié du motif économique du licenciement (<i>Contrat de sécurisation professionnelle</i>).....	comm. 42 (janv.)	• La convention de rupture doit être remise au salarié avant la rupture du contrat de travail (<i>Rupture conventionnelle</i>).....	comm. 199 (nov.)
• Demande de précision sur les motifs économiques du licenciement (<i>Licenciement économique</i>).....	comm. 43 (janv.)	• Condition de validité : notification préalable du licenciement (<i>Transaction</i>).....	comm. 200 (nov.)
• Salarié protégé : obligation d'informer l'employeur de l'existence de son mandat extérieur (<i>Salarié protégé</i>).....	comm. 44 (janv.)	Christophe THEVENOT, administrateur judiciaire, Président du Conseil National des Administrateurs Judiciaires et des Mandataires Judiciaires	
• Étendue de la garantie de l'AGS en cas de procédure de sauvegarde (<i>Procédure de sauvegarde</i>).....	comm. 45 (janv.)	• Quelques observations sur l'avènement des classes de créanciers (<i>Classe de créanciers</i>).....	dossier 18 (juill.)
• Absence de garantie de l'AGS en cas de prise d'acte de la rupture du contrat de travail par le salarié (<i>Rupture du contrat de travail</i>).....	comm. 46 (janv.)	Béatrice THULLIER, professeur à l'université Paris Ouest Nanterre-La Défense, codirectrice du CEDCACE	
• Réorganisation de l'entreprise cause de licenciement : critère (<i>Caractère économique du licenciement</i>).....	comm. 115 (mai)	• Les praticiens de l'insolvabilité sont-ils des entreprises ? (<i>Mandataire de justice</i>).....	dossier 10 (janv.)
• Appréciation de la cause économique du licenciement dans le cadre d'un groupe de sociétés (<i>Caractère économique du licenciement</i>).....	comm. 116 (mai)	Jean-Marie TOMASZYK, directeur adjoint - Chambre d'Agriculture de l'Aveyron	
• L'information du salarié sur le motif économique du licenciement doit être fait dans les délais (<i>Contrat de sécurisation professionnelle</i>).....	comm. 117 (mai)	• La prévention hors les codes : l'identification et l'accompagnement des agriculteurs en difficulté (<i>Agriculteur en difficulté</i>).....	dossier 30 (sept.)
• Preuve de la date de convocation à l'entretien préalable (<i>Procédure de licenciement</i>).....	comm. 118 (mai)	Régis VABRES, professeur de droit privé à l'université de Bourgogne-Franche-Comté, UMR 6295 CNRS	
• Conditions de l'effet libératoire du reçu pour solde de tout compte et précisions sur les conditions de sa contestation (<i>Reçu pour solde de tout compte</i>).....	comm. 119 (mai)	• Déclaration à titre provisionnel des créances fiscales (<i>Déclaration de créances</i>).....	comm. 167 (sept.)
• Formalisme de la mise en oeuvre de la rupture conventionnelle (<i>Rupture conventionnelle</i>).....	comm. 120 (mai)	• Conformité à la Constitution du mécanisme de report en avant des déficits des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés (<i>Report des déficits</i>).....	comm. 168 (sept.)
• Absence de motif économique : cessation partielle d'activité (<i>Caractère économique du licenciement</i>).....	comm. 153 (sept.)	• Contestation des créances fiscales (<i>Cessation des paiements</i>).....	comm. 169 (sept.)

- Déductibilité des aides intra-groupes (*Abandon de créances*) **comm. 170 (sept.)**

Julien VALIERGUE, maître de conférences à l'université de Poitiers

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Jocelyne VALLANSAN, conseiller à la Cour de cassation

- L'interprétation du tarif : l'exemple du coût de la cession d'actifs (*Mandataires de justice*) **dossier 4 (janv.)**
- Compétence des TCS en matière de procédure d'insolvabilité (*Tribunaux de commerce spécialisés - TCS*) **comm. 1 (janv.)**
- L'avis obligatoire du ministère public n'est pas une clause de style (*Avis*) **comm. 2 (janv.)**
- Qu'est-ce qu'un avis ? (*Avis*) **comm. 3 (janv.)**
- La communication nécessaire de l'avis du ministère public (*Avis*) **comm. 4 (janv.)**
- Rémunération du mandataire ad hoc désigné pour représenter la société dissoute (*Rémunération*) **comm. 5 (janv.)**
- Responsabilité du liquidateur en matière de revendication (*Responsabilité*) **comm. 7 (janv.)**
- Statut du mandataire personne physique (*Position procédurale des organes*) **comm. 94 (mai)**
- Administrateur judiciaire désigné commissaire à l'exécution du plan (*Position procédurale des organes*) **comm. 95 (mai)**
- Le commissaire à l'exécution du plan représente l'intérêt collectif des créanciers et non celui du débiteur (*Position procédurale des organes*) **comm. 96 (mai)**
- Situation originale du liquidateur judiciaire dans la procédure d'appel (*Position procédurale des organes*) **comm. 97 (mai)**
- Non-restitution sans délai et dégradation des biens restitués au loueur (*Responsabilité des mandataires*) **comm. 98 (mai)**
- Désignation d'un mandataire ad hoc lors de la cessation de fonctions du commissaire à l'exécution du plan (*Désignation des organes*) **comm. 186 (nov.)**
- Le liquidateur a seul qualité à agir contre les associés en fixation de la contribution aux pertes (*Pouvoir des organes*) **comm. 187 (nov.)**
- L'action en justice des contrôleurs (*Pouvoir des organes*) **comm. 188 (nov.)**

- Responsabilité du commissaire à l'exécution du plan : versement des dividendes en exécution du plan (*Responsabilité*) **comm. 189 (nov.)**
- Responsabilité de l'administrateur en l'absence de restitution de biens revendiqués (*Responsabilité*) **comm. 190 (nov.)**
- Responsabilité du liquidateur judiciaire à la clôture de la liquidation (*Responsabilité*) **comm. 191 (nov.)**
- L'absence de tarif des mandataires dans le cadre des mesures préventives ne permet pas tout (*Rémunération*) **comm. 192 (nov.)**
- Modalités procédurales de la fixation des émoluments (*Rémunération*) **comm. 193 (nov.)**

Jean-Luc VALLENS, magistrat honoraire, ancien professeur associé à l'université de Strasbourg

- L'avènement des classes de créanciers, une révolution pour les sûretés réelles ? (*Créancier titulaire de sûreté*) **dossier 17 (juill.)**
- Procédure d'insolvabilité secondaire et sanctions : la non-déclaration de cessation des paiements n'est pas fautive (*Procédure d'insolvabilité*) **étude 5 (mars)**
- Le droit des entreprises en difficulté, un outil pour l'attractivité du droit français (*Droit des entreprises en difficulté*) **étude 14 (juill.)**
- Ordre public et procédures d'insolvabilité : le défi d'une justice sous contrôle (*Procédure d'insolvabilité*) **étude 27 (nov.)**

Nancy VIGNAL, maître de conférences HDR, Aix-Marseille université

- La prévention dans les codes : règlement amiable agricole et mandat ad hoc (*Agriculteur en difficulté*) **dossier 31 (sept.)**

Virginie VITANI-BRU, mandataire judiciaire

- Le créancier titulaire de sûretés agricoles. L'expérience du praticien (*Agriculteur en difficulté*) **dossier 35 (sept.)**

Denis VOINOT, professeur à l'université de Lille, responsable du Master 2 Droit des contrats et recouvrement des créances

- Les frais de justice du débiteur : quelle prise en charge ? (*Frais de justice*) **dossier 8 (janv.)**

Lucie WATRIN, maître de conférences à l'université de Bourgogne

- L'exception d'inexécution anticipée : une menace contre l'efficacité des procédures amiables ? (*Procédures amiables*) **étude 17 (juill.)**

Actualité jurisprudentielle

- **Actualité jurisprudentielle – 15 octobre - 15 décembre 2018,**
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe (EA 967)..... **étude 1 (janv.)**
- **Actualité jurisprudentielle – 15 décembre 2017 - 15 février 2018,**
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe (EA 967)..... **étude 2 (mars)**
- **Actualité jurisprudentielle – 15 février - 15 avril 2018,**
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe (EA 967)..... **étude 6 (mai)**
- **Actualité jurisprudentielle – 15 avril - 15 juin 2018,**
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe (EA 967)..... **étude 13 (juill.)**
- **Actualité jurisprudentielle – 15 juin - 15 août 2018,**
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe (EA 967)..... **étude 22 (sept.)**
- **Actualité jurisprudentielle – 15 août - 15 octobre 2018,**
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe (EA 967)..... **étude 25 (nov.)**

Administrateur provisoire de l'indivision

- **L'administrateur provisoire de l'indivision,**
par Olivier BUISINE, administrateur judiciaire - SELARL AJ UP, ESC Bordeaux (Kedge BS), docteur en droit université Lyon III..... **étude 10 (mai)**

Agriculteur

- **Les difficultés économiques et juridiques des entreprises agricoles et les risques inhérents aux activités exercées,**
par Claire IZEMBART, juriste à Solidarité Paysans - ADAD 31..... **dossier 28 (sept.)**
- **Les difficultés économiques et juridiques des entreprises agricoles et les risques inhérents aux activités exercées,**
par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN, professeur à l'université Toulouse 1 - Capitole..... **dossier 28 (sept.)**
- **Les difficultés économiques et juridiques des entreprises agricoles et les risques inhérents aux activités exercées,**
par Claude DOMENGET, expert foncier, Cabinet Optimes..... **dossier 28 (sept.)**
- **La prévention hors des codes : l'exemple du rééchelonnement des dettes fiscales et sociales de l'agriculteur,**
par Anouk BORIES, maître de conférences en droit privé à la faculté de droit de Montpellier..... **dossier 29 (sept.)**
- **La coopérative agricole, un acteur spécifique,**
par Alix BRENAC, mandataire judiciaire associé, SELARL Brenac & Associés..... **dossier 33 (sept.)**
- **La coopérative agricole, un acteur spécifique,**
par Michel MENJUCQ, professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Paris I Panthéon-Sorbonne..... **dossier 33 (sept.)**

Agriculteur en difficulté

- **La prévention hors les codes : l'identification et l'accompagnement des agriculteurs en difficulté,**
par Jean-Marie TOMASZYK, directeur adjoint - Chambre d'Agriculture de l'Aveyron..... **dossier 30 (sept.)**
- **La prévention dans les codes : règlement amiable agricole et mandat ad hoc,**
par Nancy VIGNAL, maître de conférences HDR, Aix-Marseille université..... **dossier 31 (sept.)**
- **L'appréhension du « temps agricole » par les procédures collectives,**
par Claude DOMENGET, expert foncier, Cabinet Optimes..... **dossier 32 (sept.)**

- **L'appréhension du « temps agricole » par les procédures collectives,**
par Rémi DALMAU, maître de conférences à l'École de droit de la Sorbonne (Paris 1)..... **dossier 32 (sept.)**
- **Le créancier titulaire de sûretés « agricoles »,**
par Marie-Pierre DUMONT-LEFRAND, professeur à l'université de Montpellier..... **dossier 34 (sept.)**
- **Le créancier titulaire de sûretés agricoles. L'expérience du praticien,**
par Virginie VITANI-BRU, mandataire judiciaire à Castres..... **dossier 35 (sept.)**
- **Le sort du bail rural et du prêt de terres agricoles,**
par Didier KRAJESKI, professeur à l'université Toulouse 1 Capitole, IDP, EA 1920..... **dossier 36 (sept.)**
- **Le maintien et la reconstitution de l'actif et des ressources de l'entreprise agricole,**
par Sophie ATSARIAS, maître de conférences à l'université de Corse..... **dossier 37 (sept.)**
- **Le maintien et la reconstitution de l'actif et des ressources de l'entreprise agricole,**
par Bernard ROUSSEL, mandataire judiciaire..... **dossier 37 (sept.)**
- **Les plans des entreprises agricoles,**
par Jean-François BLANC, administrateur judiciaire associé FHB..... **dossier 38 (sept.)**
- **Les plans des entreprises agricoles,**
par Christine LEBEL, maître de conférences HDR (CRJFC, EA 3225), UFR SJEPE (université de Franche-Comté), vice-président de l'Association française de droit rural..... **dossier 38 (sept.)**
- **Plan de cession et cessions d'actifs,**
par Christine HUGON, professeur à l'université de Montpellier I..... **dossier 39 (sept.)**
- **Le droit de préemption de la SAFER confronté aux procédures collectives - Regard notarial,**
par Myriam CAZAJUS, juriste-consultant au CRIDON Sud-Ouest..... **dossier 40 (sept.)**
- **Les difficultés des entreprises agricoles. Propos conclusifs,**
par Philippe ROUSSEL GALLE, professeur à l'université Paris Descartes, co-directeur de la Revue des procédures collectives..... **dossier 41 (sept.)**

AGS

- **Quid de l'AGS dans la problématique procédures collectives / sûretés réelles ?,**
par Thierry MÉTEYÉ, Directeur de la Délégation Unedic AGS..... **dossier 25 (juill.)**

Best interest test

- **Le test du respect des intérêts des créanciers ou « best interest test »,**
par Mathias HOUSSIN, docteur en droit et ATER à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)..... **étude 19 (juill.)**

Cession

- **Retour sur l'obligation d'information de l'acquéreur en matière de cessions dans le cadre des procédures collectives,**
par Blandine ROLLAND, professeur à l'université de Haute-Alsace, CERDACC (EA 3992)..... **étude 12 (mai)**

Classe de créanciers

- **Quelques observations sur l'avènement des classes de créanciers,**
par Christophe THEVENOT, administrateur judiciaire, Président du Conseil National des Administrateurs Judiciaires et des Mandataires Judiciaires..... **dossier 18 (juill.)**

Conciliation

- **Le contrôle de la conciliation par le ministère public et le lien entre prévention et sanction,**
par Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille, Section du droit des Affaires et de l'Entreprise..... **étude 3 (mars)**

Coûts de la faillite

- **Les coûts de faillite : définition et mesure,**
par Éric SÉVERIN, professeur des universités..... dossier 6 (janv.)

Créancier titulaire de sûreté

- **L'avènement des classes de créanciers, une révolution pour les sûretés réelles ?,**
par Jean-Luc VALLENS, magistrat honoraire, ancien professeur associé à l'université de Strasbourg..... dossier 17 (juill.)

Défaillance bancaire

- **Les coûts indirects de la défaillance bancaire,**
par Marjorie ECKHOUDT, maître de conférences à l'université de Lille..... dossier 7 (janv.)

Difficulté des entreprises

- **Les coûts de faillite. Le droit des entreprises en difficulté est-il performant ?,**
par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN, professeur à l'université Toulouse 1 - Capitole..... dossier 2 (janv.)
- **L'optimisation des procédures : la réduction des coûts de procédure,**
par Christine LEBEL, maître de conférences HDR (CRJFC, EA 3225), UFR SJEPG (université de Franche-Comté), vice-président de l'Association française de droit rural..... dossier 14 (janv.)
- **L'optimisation des procédures : la réduction des coûts de procédure,**
par Bertille GHANDOUR, maître de conférences, université de Picardie Jules Verne..... dossier 14 (janv.)

Dirigeant

- **Contour de l'obligation de coopération : un nécessaire recadrage,**
par Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille, Section du droit des Affaires et de l'Entreprise..... étude 7 (mai)
- **La liberté de gestion et l'encadrement de la fixation de la rémunération des dirigeants d'entreprises en difficulté,**
par Cheik GALOKHO, maître de conférences à l'université de Perpignan, membre du centre de droit de la concurrence Yves Serra (EA n° 4216 du CDED)..... étude 11 (mai)

Droit des entreprises en difficulté

- **Le droit des entreprises en difficulté, un outil pour l'attractivité du droit français,**
par Jean-Luc VALLENS, magistrat honoraire, ancien professeur associé à l'université de Strasbourg..... étude 14 (juill.)

Droit du travail

- **L'adaptation du droit du travail au droit des entreprises en difficulté,**
par Laurence FIN-LANGER, professeur agrégé, Normandie université, Unicaen, Institut Demolombe, EA 967..... dossier 11 (janv.)

Entreprises en difficulté

- **Imprévision et droit des entreprises en difficulté,**
par Olivier BUISINE, administrateur judiciaire, SELARL AJ UP, ESC Bordeaux (Kedge BS), docteur en droit université Lyon III..... étude 18 (juill.)

Frais de justice

- **Les frais de justice du débiteur : quelle prise en charge ?,**
par Denis VOINOT, professeur à l'université de Lille, responsable du Master 2 Droit des contrats et recouvrement des créances..... dossier 8 (janv.)

Liquidation judiciaire

- **La conversion du redressement judiciaire en liquidation judiciaire repose sur un cadre juridique précis,**
par Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille, Section du droit des Affaires et de l'Entreprise..... étude 20 (juill.)

Mandat de justice

- **Le recours à des tiers : les praticiens de l'insolvabilité peuvent-ils sous-traiter leurs missions ?,**
par Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille, Section du droit des Affaires et de l'Entreprise..... dossier 9 (janv.)

Mandataire de justice

- **Les praticiens de l'insolvabilité sont-ils des entreprises ?,**
par Béatrice THULLIER, professeur à l'université Paris Ouest Nanterre-La Défense, codirectrice du CEDCACE..... dossier 10 (janv.)

Mandataire judiciaire

- **La politique de labellisation de l'AGS : un partenariat gagnant-gagnant,**
par Thierry MÉTEYÉ, Directeur de la Délégation Unedic AGS..... dossier 12 (janv.)

Mandataires de justice

- **Loi Macron : qu'est-ce qu'une « rémunération raisonnable » des praticiens de l'insolvabilité ?,**
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe (EA 967)..... dossier 3 (janv.)
- **L'interprétation du tarif : l'exemple du coût de la cession d'actifs,**
par Jocelyne VALLANSAN, conseiller à la Cour de cassation..... dossier 4 (janv.)
- **Co-mandats, mandats post procédures : nouveaux intervenants, nouveaux coûts ?,**
par Francine MACORIG-VENIER, professeur à l'université Toulouse I Capitole..... dossier 5 (janv.)

Organes

- **L'intervention nécessaire du ministère public dans la désignation des organes de la procédure collective en cas de risque d'action en responsabilité contre l'État,**
par Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille, Section du droit des Affaires et de l'Entreprise..... étude 24 (sept.)

Panorama de jurisprudence

- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,**
par Karl LAFAURIE, doctorant à l'université de Bordeaux..... chron. 1 (juill.)
- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,**
par Bernard SAINTOURENS, professeur à l'université de Bordeaux, Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine - IRDAP..... chron. 1 (juill.)
- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,**
par Julien VALIERGUE, analyste, doctorant à l'université Montesquieu Bordeaux IV..... chron. 1 (juill.)
- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,**
par Laura SAUTONIE-LAGUIONIE, professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux IV..... chron. 1 (juill.)
- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,**
par Barbara FRELETEAU, ATER à l'université de Bordeaux..... chron. 1 (juill.)
- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,**
par Frédérique JULIENNE, maître de conférences à l'université Montesquieu-Bordeaux IV..... chron. 1 (juill.)
- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,**
par Olivier MARAUD, Doctorant à l'Université de Bordeaux, IRDAP..... chron. 1 (juill.)
- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,**
par Marianne LECÈNE-VILLEMONTAIX, maître de conférences - HDR, membre de l'IRDAP, université de Bordeaux..... chron. 1 (juill.)

• **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté**,
par Ronan RAFFRAY, professeur à l'université de Bordeaux..... **chron. 1 (juill.)**

Plan

• **L'exécution anticipée du plan**,
par Olivier BUISINE, administrateur judiciaire, SELARL AJ UP, ESC Bordeaux (Kedge BS), docteur en droit université Lyon III..... **étude 28 (nov.)**

• **L'exécution anticipée du plan**,
par Vincent ROUSSEAU, administrateur judiciaire, SELARL AJ UP..... **étude 28 (nov.)**

Plan de cession

• **Quid des sûretés réelles dans le plan de cession ?**,
par Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON, professeur université Paris 2 Panthéon-Assas..... **dossier 19 (juill.)**

Prévention

• **La levée de la confidentialité : pour quoi faire ? (ou la levée des tabous)**,
par Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille, Section du droit des Affaires et de l'Entreprise..... **étude 26 (nov.)**

Prévention des difficultés des entreprises

• **Prévention des difficultés des entreprises : évolutions et prospective**,
par Olivier BUISINE, administrateur judiciaire, SELARL AJ UP, ESC Bordeaux (Kedge BS), docteur en droit université Lyon III..... **étude 16 (juill.)**

Procédure d'insolvabilité

• **Le nouvel article L. 692-1 du Code de commerce : précisions sur les modalités d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité secondaire en France**,
par Mylène BOCHÉ-ROBINET, avocat, Counsel, August Debouzy..... **étude 4 (mars)**

• **Procédure d'insolvabilité secondaire et sanctions : la non-déclaration de cessation des paiements n'est pas fautive**,
par Jean-Luc VALLENS, magistrat honoraire, ancien professeur associé à l'université de Strasbourg..... **étude 5 (mars)**

• **La lutte contre le forum shopping dans le règlement (UE) 2015/848 relatif aux procédures d'insolvabilité**,
par Kevin LUCIANO, maître de conférences à l'université de Nice Sophia Antipolis, groupe de recherches en droit économie gestion - Credeco (UMR 7321)..... **étude 8 (mai)**

• **Ordre public et procédures d'insolvabilité : le défi d'une justice sous contrôle**,
par Jean-Luc VALLENS, magistrat honoraire, ancien professeur associé à l'université de Strasbourg..... **étude 27 (nov.)**

Procédures amiables

• **L'exception d'inexécution anticipée : une menace contre l'efficacité des procédures amiables ?**,
par Lucie WATRIN, maître de conférences à l'université de Bourgogne..... **étude 17 (juill.)**

Procédures collectives

• **Procédures collectives et sûretés réelles**,
par Thomas ANDRIEU, directeur des affaires civiles et du sceau..... **dossier 26 (juill.)**

Projet de loi PACTE

• **Principales innovations intéressant le droit des entreprises en difficulté dans le projet de loi PACTE**,
par Philippe ROUSSEL GALLE, professeur à l'université Paris Descartes, co-directeur de la Revue des procédures collectives..... **étude 15 (juill.)**

• **Loi Pacte : une occasion manquée pour les personnes physiques en liquidation judiciaire**,
par Antoine DIESBECQ, avocat au Barreau de Paris, cabinet Racine..... **étude 23 (sept.)**

Protection des données personnelles

• **Administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires face au RGPD**,
par Fabrice MATTATIA, ingénieur général des mines, docteur en droit, chercheur associé à l'université Paris 1..... **étude 9 (mai)**

Réalisation de l'actif

• **Le régime de la vente de l'immeuble du débiteur en liquidation judiciaire confrontée aux règles régissant la saisie immobilière : qui se ressemble peut-il ou doit-il s'assembler ?**,
par Pascal NEVEU, avocat honoraire au barreau de Nice, ancien chargé d'enseignement à la faculté de Nice Sophia-Antipolis (Master II Droit des difficultés d'entreprises)..... **étude 21 (juill.)**

• **Le régime de la vente de l'immeuble du débiteur en liquidation judiciaire confrontée aux règles régissant la saisie immobilière : qui se ressemble peut-il ou doit-il s'assembler ?**,
par Matthieu BOTTIN, docteur en Droit..... **étude 21 (juill.)**

Recouvrement des créances

• **Le recouvrement des créances du débiteur**,
par Pierre CAGNOLI, professeur à l'université Caen Normandie, membre de l'Institut Demolombe..... **dossier 13 (janv.)**

Sûretés

• **Pour une réforme cohérente du droit des sûretés et de la loi de sauvegarde dans une approche d'harmonisation franco-allemande**,
par Vasile ROTARU, stagiaire Clifford Chance..... **dossier 23 (juill.)**

• **Pour une réforme cohérente du droit des sûretés et de la loi de sauvegarde dans une approche d'harmonisation franco-allemande**,
par Reinhard DAMMANN, avocat associé, Clifford Chance Europe..... **dossier 23 (juill.)**

• **Sûretés et procédures collectives**,
par Alain GOURIO, docteur en droit, ancien directeur juridique et conformité de la Fédération bancaire française, directeur des publications du groupe Revue Banque..... **dossier 24 (juill.)**

Sûretés réelles

• **Garanties et sûretés réelles : innovations passées et à venir**,
par Maxime JULIENNE, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université d'Angers..... **dossier 16 (juill.)**

• **La réalisation des garanties réelles : en restructuration ou en liquidation ? Dans ou hors la procédure ?**,
par Françoise PÉROCHON, professeur à la faculté de droit de Montpellier, membre du Laboratoire de droit privé et du Labex Entreprendre de l'université de Montpellier..... **dossier 20 (juill.)**

• **La réalisation des garanties réelles : en restructuration ou en liquidation ? Dans ou hors la procédure ?**,
par Nicolas BORGA, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Jean Moulin-Lyon 3..... **dossier 20 (juill.)**

• **Procédures collectives et sûretés réelles. Quelques voeux pour la réforme à venir**,
par Dominique LEGEAS, professeur à l'université René Descartes, Sorbonne Paris Cité, directeur du CEDAG..... **dossier 21 (juill.)**

• **Procédures collectives et sûretés réelles en droit allemand**,
par Urs Peter Gruber, professeur, docteur..... **dossier 22 (juill.)**

A

ABANDON DE CRÉANCE

Caractère commercial	
Déductibilité	
Société mère.....	comm. 170 (sept.)

ACTE DE GESTION COURANTE

Appréciation souveraine des juges du fond.....	comm. 59 (mars)
Notion	
Commandes importantes	
<i>Commandes en lien avec l'activité.</i>	comm. 59 (mars)
Ordre de virement.....	comm. 60 (mars)
Signification d'une saisie-attribution.....	comm. 58 (mars)

ACTE ÉTRANGER À LA GESTION COURANTE

Autorisation du juge-commissaire	
Adoption d'un plan	
<i>Débiteur redevenu in bonis</i>	comm. 139 (juill.)
Incidence déterminante sur l'issue de la procédure	
Transaction.....	comm. 138 (juill.)
Transaction	
Autorisation du juge-commissaire	
<i>Avis du ministère public</i>	comm. 138 (juill.)

ACTION EN RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Action des contrôleurs	
Conditions de recevabilité	
<i>Pluralité de contrôleurs</i>	comm. 202 (nov.)
Mise en demeure préalable du liquidateur	
<i>Modalités</i>	comm. 144 (sept.)
Action du liquidateur	
Règles de procédures	
<i>Mentions obligatoires</i>	comm. 94 (mai)
Action engagée par un contrôleur	
Règles de majorité	
<i>Constitutionnalité</i>	comm. 121 (mai)
Application de la loi dans le temps	
Absence de responsabilité en cas de simple négligence.....	comm. 204 (nov.)
Avis du ministère public	
Communication écrite aux parties.....	comm. 122 (mai)
Qualité pour agir	
Contrôleur	
<i>Conditions</i>	comm. 188 (nov.)

ACTION EN SANCTION PROFESSIONNELLE

Inaction du liquidateur	
Mise en demeure des contrôleurs.....	formule 3 (mai)

ACTION PAULIENNE

Fraude	
Caractérisation	
<i>Intention de nuire</i>	comm. 31 (janv.)
Insolvabilité	
Charge de la preuve.....	comm. 31 (janv.)

ACTUALITÉ DES PROCÉDURES COLLECTIVES

	alerte 12 (mai)
--	-----------------

ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

15 octobre-15 décembre 2017.....	étude 1 (janv.)
15 décembre 2017-15 février 2018.....	étude 2 (mars)
15 février -15 avril 2018.....	étude 6 (mai)
15 avril -15 juin 2018.....	étude 13 (juill.)
15 juin -15 août 2018.....	étude 22 (sept.)
15 août -15 octobre 2018.....	étude 25 (nov.)

ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

Assignation en qualité de commissaire à l'exécution du plan	
Nullité de la procédure.....	comm. 95 (mai)
Labellisation AGS	

Projet.....	dossier 12 (janv.)
Rémunération	
Désignation d'un technicien	
<i>Désignation par le juge-commissaire</i>	comm. 6 (janv.)
Fixation des émoluments	
<i>Modalités procédurales</i>	comm. 193 (nov.)
Pluralité de procédures	
<i>Procédures distinctes</i>	comm. 6 (janv.)
Responsabilité	
Mission d'assistance	
<i>Non-restitution des biens revendus</i>	comm. 190 (nov.)
Spécialité civile ou commerciale	
Conditions d'obtention.....	alerte 13 (mai)

ADMINISTRATEUR PROVISOIRE DE L'INDIVISION

	étude 10 (mai)
--	----------------

ADMISSION DES CRÉANCES

Effets	
Titre exécutoire.....	comm. 146 (sept.)
Indivisibilité	
Voies de recours	
<i>Nécessité d'intimer le mandataire judiciaire</i>	comm. 56 (mars)
Indivisibilité du contentieux	comm. 104 (mai)
Voies de recours	
Qualité du débiteur.....	comm. 57 (mars)
<i>Nécessité d'intimer le mandataire judiciaire</i>	comm. 56 (mars)

AGRICULTEUR

	dossier 27 (sept.)
	dossier 41 (sept.)
Aides aux agriculteurs en difficulté	alerte 14 (mai)
Associé coopérateur.....	dossier 38 (sept.)
Bail d'exploitation.....	dossier 36 (sept.)
Cession	
Droit de préemption de la SAFER.....	dossier 40 (sept.)
Coopérative agricole	
Contrat d'apport	
<i>Contrat en cours</i>	dossier 33 (sept.)
Détection des difficultés	
Dispositif « ADRIDIFF ».....	comm. 84 (mars)
Difficultés économiques et juridiques.....	dossier 28 (sept.)
Mandat ad hoc.....	dossier 31 (sept.)
Notion	
Difficulté des entreprises.....	repère 3 (mai)
Personne physique.....	comm. 85 (mars)
Période d'observation	
Durée.....	dossier 32 (sept.)
Plan	
Durée.....	alerte 7 (mars)
Plan de cession.....	dossier 39 (sept.)
Plan de redressement.....	dossier 38 (sept.)
Durée.....	repère 3 (mai)
Durée du plan.....	alerte 24 (sept.)
Préservation et reconstitution de l'actif.....	dossier 37 (sept.)
Prévention des difficultés.....	dossier 29 (sept.)
.....	dossier 30 (sept.)
.....	dossier 31 (sept.)
Règlement amiable agricole.....	dossier 31 (sept.)
Sûretés.....	dossier 34 (sept.)
.....	dossier 35 (sept.)

AGS

Domaine de la garantie	
Liquidation judiciaire	
<i>Société in bonis</i>	comm. 160 (sept.)
Étendue de la garantie	
Manifestation dans les délais de l'intention de licencier	
<i>Refus de l'inspecteur du travail</i>	comm. 195 (nov.)
Labellisation	
Mandataire judiciaire.....	dossier 12 (janv.)
Privilège et superprivilège	
Récupérations.....	dossier 25 (juill.)
Procédure de sauvegarde.....	comm. 159 (sept.)
Rapport d'activité 2017.....	alerte 20 (juill.)

ALSACE-MOSELLE

Insolvabilité notoire	
Faillite	

Site pollué invendable..... **comm. 51 (janv.)**

ARRÊT DE L'EXÉCUTION PROVISOIRE

Liquidation judiciaire
Effets..... **comm. 12 (janv.)**

ARRÊT DES POURSUITES

Créancier d'un indivisaire
Indivision préexistante à l'ouverture de la procédure collective..... **comm. 152 (sept.)**

Déclaration notariée d'insaisissabilité
Créancier antérieur à la publication de la DNI

Créancier chirographaire..... **comm. 151 (sept.)**

Fraude du débiteur..... **comm. 149 (sept.)**

Obtention d'un titre exécutoire
Déclaration notariée d'insaisissabilité
Inopposabilité..... **comm. 99 (mai)**

Plan de redressement
Achèvement du plan
Créance non déclarée..... **comm. 149 (sept.)**
Dividendes non payés..... **comm. 150 (sept.)**

ASSOCIATION

Cessation des paiements
Promesse de subvention
Actif disponible..... **comm. 87 (mars)**

ASSOCIÉ

Contribution aux pertes sociales
Qualité pour agir
Liquidateur judiciaire..... **comm. 187 (nov.)**

ATTRIBUTION JUDICIAIRE..... **dossier 20 (juill.)**

B

BAIL RURAL

Cession..... **dossier 36 (sept.)**

BANQUEROUTE

Absence de comptabilité
Élément intentionnel
Dol..... **comm. 79 (mars)**
Éléments constitutifs..... **comm. 209 (nov.)**

Comptabilité manifestement incomplète ou irrégulière
Éléments constitutifs..... **comm. 209 (nov.)**

Détournement d'actif
Élément matériel
Sanction..... **comm. 208 (nov.)**

Faillite personnelle
Inconstitutionnalité
Article L. 654-6 du Code de commerce..... **comm. 81 (mars)**
..... **comm. 210 (nov.)**

Faillite personnelle et interdiction de gérer
Inconstitutionnalité
Application dans le temps..... **comm. 126 (mai)**

BANQUEROUTE PAR DÉTOURNEMENT D'ACTIF

Mise en examen
Contrôle judiciaire
Interdiction de gérer..... **comm. 211 (nov.)**

BEST INTEREST TEST..... **étude 19 (juill.)**

C

CADRES DE RESTRUCTURATION PRÉVENTIFS

Projet de directive..... **étude 16 (juill.)**

CARACTÈRE ÉCONOMIQUE DU LICENCIEMENT

Caractérisation
Groupe de sociétés
Difficultés au niveau du secteur d'activité..... **comm. 116 (mai)**

Contestation

Autorisation du juge-commissaire
Fraude..... **comm. 155 (sept.)**

Critères

Baisse du chiffre d'affaires et des bénéfices..... **comm. 154 (sept.)**
Cessation partielle d'activité..... **comm. 153 (sept.)**

CAUTIONNEMENT

Bénéfice de cession d'action ou de subrogation

Droit préférentiel né postérieurement à l'engagement de caution..... **comm. 23 (janv.)**

Concours bancaire

Cautionnement d'une durée supérieure..... **comm. 22 (janv.)**

Disproportion

Appréciation..... **comm. 112 (mai)**

Droit de poursuite du créancier

Clôture pour insuffisance d'actif
Disparition de la personne morale..... **comm. 24 (janv.)**

Fusion absorption

Caution de la société absorbante
Étendue de l'obligation de couverture..... **comm. 111 (mai)**

Liquidation judiciaire du débiteur

Dette antérieure
Cautionnement postérieur..... **comm. 22 (janv.)**

Solde débiteur du compte courant

Solde à la clôture du compte..... **comm. 24 (janv.)**

CAUTIONNEMENT HYPOTHÉCAIRE

Sûreté donnée par une société

Contrariété à l'intérêt social
Caractérisation..... **comm. 26 (janv.)**
Contrariété à l'objet ou à l'intérêt social
Nullité absolue..... **comm. 25 (janv.)**

CESSATION DES PAIEMENTS

..... **repère 2 (mars)**

Absence de déclaration

Procédure d'insolvabilité
Procédure secondaire..... **étude 5 (mars)**

Caractérisation

Actif disponible
Promesse de subvention..... **comm. 87 (mars)**

Compte bancaire

Compte détenu à l'étranger
Actif disponible..... **comm. 133 (juill.)**

Créance fiscale

Défaut de contestation
Passif exigible..... **comm. 134 (juill.)**

Créance litigieuse

Contestation
Compétence..... **comm. 169 (sept.)**
Procédure fiscale..... **comm. 169 (sept.)**

Report de la date

Tierce opposition
Point de départ du délai..... **comm. 33 (janv.)**

CESSION

Bail

Clause de solidarité
Suspension limitée..... **comm. 65 (mars)**

Contrat en cours

Résiliation de plein droit
Absence de constatation par le juge-commissaire..... **comm. 64 (mars)**

Droit de préemption de la SAFER

..... **dossier 40 (sept.)**

Fonds de commerce

Absence de cession des contrats
Mandat..... **comm. 63 (mars)**

Obligation d'information de l'acquéreur

..... **étude 12 (mai)**

Responsabilité du liquidateur

Obligation d'information..... **comm. 75 (mars)**

Vente de gré à gré

Dol..... **comm. 75 (mars)**

CESSION DE CRÉANCES PROFESSIONNELLES

Mentions non obligatoires

Mentions inexactes..... **comm. 27 (janv.)**

Notification au domicile et non au domicile élu

..... **comm. 27 (janv.)**

Obligations du cessionnaire

Clause conditionnant la cession au respect d'un préavis

<i>Inopposabilité des stipulations du contrat générateur de la créance</i>	comm. 27 (janv.)		
CLASSE DE CRÉANCIERS	dossier 18 (juill.)		
Proposition de directive.....	dossier 17 (juill.)		
CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF			
Recours de la caution			
Personne physique.....	alerte 21 (juill.)		
CNAJMJ			
Élections.....	alerte 2 (janv.)		
CNGTC			
Élections.....	alerte 3 (janv.)		
CO-EMPLOI			
Responsabilité extracontractuelle			
Faute			
<i>Pouvoir de décision pour autrui</i>	comm. 156 (sept.)		
CO-MANDAT			
Rémunération.....	dossier 5 (janv.)		
COMMISSAIRE À L'EXÉCUTION DU PLAN			
Mandataire ad hoc substitué			
Qualité à agir			
<i>Intérêt collectif des créanciers</i>	comm. 96 (mai)		
Responsabilité			
Versement des dividendes			
<i>Créance admise à tort</i>	comm. 189 (nov.)		
COMMISSAIRE AU REDRESSEMENT PRODUCTIF			
Commissaire aux restructuration et à la prévention des difficultés des entreprises.....	alerte 26 (sept.)		
COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES DES CHEFS DES SERVICES FINANCIERS	dossier 29 (sept.)		
COMPENSATION			
Conditions.....	alerte 5 (mars)		
Connexité			
Agriculteur			
<i>Coopérative agricole</i>	dossier 33 (sept.)		
COMPÉTENCE			
Conciliation			
Impartialité			
<i>Délocalisation</i>	comm. 179 (nov.)		
Tribunal de droit commun			
Responsabilité du commissaire aux comptes			
<i>Fautes antérieures à l'ouverture de la procédure collective</i>	comm. 129 (mai)		
Tribunal de la procédure collective			
Action en nullité de la période suspecte			
<i>Vente immobilière</i>	comm. 9 (janv.)		
	comm. 30 (janv.)		
CONCILIATEUR			
Rémunération			
Accord entre le débiteur et le professionnel			
<i>Rôle du juge</i>	comm. 192 (nov.)		
CONCILIATION			
Conditions d'ouverture			
Avis du ministère public			
<i>Contenu</i>	comm. 178 (nov.)		
Cessation des paiements depuis moins de 45 jours			
<i>Contrôle du président du tribunal</i>	comm. 177 (nov.)		
Résolution du plan de sauvegarde			
<i>Cessation des paiements</i>	comm. 176 (nov.)		
Impartialité			
<i>Délocalisation</i>	comm. 179 (nov.)		
Ministère public.....	étude 3 (mars)		
CONFUSION DE PATRIMOINES	dossier 37 (sept.)		
Compte professionnel			
Dépenses personnelles de l'épouse.....	comm. 19 (janv.)		
Extension de procédure			
Entrepreneur individuel à responsabilité limitée.....	comm. 53 (mars)		
Irrecevabilité			
<i>Plan de cession totale</i>	comm. 8 (janv.)		
Précédente procédure			
<i>Date des faits invoqués</i>	comm. 17 (janv.)		
SARL			
<i>SCI</i>	comm. 131 (juill.)		
Locataire et bailleur			
Hausse des loyers commerciaux.....	comm. 20 (janv.)		
CONSEIL NATIONAL DES GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE			
Prix des Masters 2018.....	alerte 9 (mars)		
Remise de prix.....	alerte 29 (nov.)		
CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE			
Information sur le motif économique du licenciement.....	comm. 42 (janv.)		
Licenciement économique			
Information du salarié			
<i>Modalités</i>	comm. 157 (sept.)		
Motif économique du licenciement Information du salarié			
Respect du délai.....	comm. 117 (mai)		
CONTRAT DE TRAVAIL			
Requalification			
Prescription			
<i>Point de départ</i>	comm. 163 (sept.)		
CONTRAT EN COURS	étude 18 (juill.)		
Bail			
Cession du contrat			
<i>Clause de solidarité</i>	comm. 65 (mars)		
Commandement de payer			
<i>Destinataire</i>	comm. 66 (mars)		
<i>dossier 36 (sept.)</i>			
Bail rural			
Cession			
Contrat intuitu personae			
<i>Mandat</i>	comm. 63 (mars)		
Continuation			
Option tacite			
<i>Résiliation de plein droit</i>	comm. 68 (mars)		
Mandat			
Poursuite du contrat			
<i>Article 2003 du Code civil</i>	comm. 63 (mars)		
Paiement comptant			
Délais de paiement			
<i>Accord du créancier</i>	comm. 67 (mars)		
Résiliation de plein droit			
Absence de constatation par le juge-commissaire			
<i>Cession du contrat</i>	comm. 64 (mars)		
CONTRÔLEUR			
Action en sanction			
Conditions.....	comm. 144 (sept.)		
Qualité pour agir			
Action en responsabilité pour insuffisance d'actif			
<i>Conditions</i>	comm. 188 (nov.)		
COUR DE CASSATION			
Rapport 2017.....	alerte 21 (juill.)		
COÛTS DE LA FAILLITE			
Définition			
Mesure.....	dossier 6 (janv.)		
CRÉANCE			
Frais de justice			
Nature			
<i>Prise en charge</i>	dossier 8 (janv.)		
CRÉANCE FISCALE			
Déclaration à titre provisionnel			
Déclaration à titre définitif			

<i>Procédure d'établissement de l'impôt</i>	comm. 167 (sept.)
Forclusion.....	comm. 167 (sept.)
Rééchelonnement	
Agriculteur.....	dossier 29 (sept.)
CRÉANCE SALARIALE	
Prescription.....	comm. 163 (sept.)
CRÉANCIER ANTÉRIEUR	
Créancier hypothécaire	
Indivision	
<i>Droit de poursuite</i>	comm. 152 (sept.)
CRÉANCIER TITULAIRE DE SÛRETÉ	
Proposition de directive	dossier 18 (juill.)
Sûreté réelle	dossier 17 (juill.)
Attribution judiciaire.....	dossier 19 (juill.)

D

DÉBITEUR CRÉANCIER	
Recouvrement des créances.....	dossier 13 (janv.)
DÉCLARATION DE CRÉANCE	
Créance fiscale	
Déclaration à titre définitif	
<i>Allongement de délai</i>	comm. 167 (sept.)
Irrégularité	
Rejet de la créance	
<i>Extinction de la sûreté</i>	comm. 100 (mai)
DÉCLARATION NOTARIÉE D'INSAISSABILITÉ	dossier 34 (sept.)
Bien indivis	
Action en partage et licitation	
<i>Qualité du liquidateur</i>	alerte 8 (mars)
Créancier antérieur à la déclaration	
Créancier chirographaire.....	comm. 151 (sept.)
Inopposabilité	
Clôture de la procédure	
<i>Reprise des poursuites</i>	comm. 78 (mars)
Obtention d'un titre exécutoire	
<i>Qualité pour agir</i>	comm. 99 (mai)
DÉFAILLANCE BANCAIRE	
Coûts indirects	
Mécanisme de résolution	
<i>Fonds de garantie</i>	dossier 7 (janv.)
Ruée bancaire	dossier 7 (janv.)
DÉPAYSEMENT DE LA PROCÉDURE	
Impartialité.....	alerte 10 (mai)
DÉPÔT DES COMPTES SOCIAUX	
Absence d'obligation pour les établissements secondaires	
Rupture de concurrence	
<i>Question préjudicielle</i>	comm. 185 (nov.)
Non-respect de l'obligation	
Professionnels du chiffre.....	comm. 184 (nov.)
DESSAISSEMENT	
Droit propre	
Exercice d'un recours	
<i>Ordonnance du juge-commissaire</i>	comm. 73 (mars)
Droits propres	
Exercice des voies de recours.....	comm. 148 (sept.)
DÉTOURNEMENT D'OBJETS GAGÉS	
Fait constitutif	
Autorité légitime	
<i>Administrateur judiciaire</i>	comm. 80 (mars)
DEVOIR DE VIGILANCE	
Responsabilité environnementale.....	comm. 52 (janv.)
DIFFICULTÉ DES ENTREPRISES	
Coût.....	dossier 2 (janv.)
Coûts.....	dossier 1 (janv.)
Traitement	

Coût	
<i>Diminution</i>	dossier 14 (janv.)

DIPLÔME UNIVERSITAIRE	
Droit des entreprises en difficulté	alerte 18 (mai)
DIRIGEANT	
Absence de coopération	
Caractérisation.....	étude 7 (mai)
Obligation de coopération	
Périmètre.....	étude 7 (mai)
Rémunération	
Entreprise en difficulté.....	étude 11 (mai)
DROIT COMPARÉ	
Droit allemand	
Sûretés et procédures collectives.....	étude 23 (juill.)
Sûretés réelles	
<i>Procédures collectives</i>	étude 22 (juill.)
DROIT DE RÉTENTION	étude 20 (juill.)
Frais de gardiennage	
Droit au remboursement.....	comm. 113 (mai)
DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ	
Attractivité du droit français	étude 14 (juill.)
Imprévision	
Réforme du droit des contrats.....	étude 18 (juill.)
DROIT DU TRAVAIL	
Entreprise en difficulté	
Adaptation.....	dossier 11 (janv.)
E	
EIRL	
Éligibilité aux procédures de surendettement	
Patrimoine non affecté.....	comm. 171 (nov.)
ENTREPRISE	
Activité économique	
Marché	
<i>Clientèle</i>	dossier 10 (janv.)
ENTREPRISE DONNEUSE D'ORDRE	
Devoir de vigilance.....	comm. 52 (janv.)
ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ	
Droit des contrats.....	étude 18 (juill.)
EXÉCUTION ANTICIPÉE DU PLAN	étude 28 (nov.)
EXTENSION DE PROCÉDURE	
Confusion de patrimoines	
Agriculteur	
<i>SCI</i>	comm. 54 (mars)
Compte professionnel	
<i>Dépenses personnelles</i>	comm. 19 (janv.)
Hausse des loyers commerciaux.....	comm. 20 (janv.)
Plan de cession.....	comm. 18 (janv.)
Irrecevabilité	
Plan de cession totale.....	comm. 8 (janv.)
F	
FAILLITE	
Alsace-Lorraine	
Insolvabilité notoire	
<i>Site pollué invendable</i>	comm. 51 (janv.)
FAILLITE PERSONNELLE	
Assignation	
Débiteur personne physique.....	formule 2 (mars)
.....	formule 4 (juill.)
FIDUCIE-SÛRETÉ	étude 20 (juill.)

FRAIS DE JUSTICE

Nature
Prise en charge..... étude 8 (janv.)

G

GARANTIE DES SALAIRES

Calcul du plafond..... entretien 1 (janv.)

Assiette

Précompte effectué par
l'employeur..... comm. 158 (sept.)

Champ d'application

Société in bonis..... comm. 160 (sept.)

Manifestation dans les délais de l'intention
de licencier

Salarié protégé
Refus de l'inspecteur du travail..... comm. 195 (nov.)

Prélèvement de l'impôt à la source..... alerte 25 (sept.)

Privilège et superprivilège de l'AGS

Récupérations..... étude 25 (juill.)

Procédure de sauvegarde..... comm. 45 (janv.)

Rupture du contrat de travail

Prise d'acte de la rupture..... comm. 46 (janv.)

GESTION DES PETITES PROCÉDURES

COLLECTIVES..... table ronde 3 (sept.)

GROUPE DE SOCIÉTÉS

Co-emploi

Caractérisation
Pouvoir de décision pour autrui... comm. 156 (sept.)

Filiale en difficulté

Effet relatif des contrats
Absence d'immixtion de la
société mère..... alerte 19 (juill.)

Obligation de la société mère
Autonomie de la personne
morale..... alerte 19 (juill.)

Installation classée

Assignation de la société mère
Assignation par le préfet..... formule 1 (janv.)

Plan de sauvegarde de l'emploi

Appréciation..... comm. 41 (janv.)

Société mère

Devoir de vigilance..... comm. 52 (janv.)

I

INSOLVABILITÉ NOTOIRE

Faillite

Alsace-Moselle
Site pollué invendable..... comm. 51 (janv.)

INSTALLATION CLASSÉE

Assignation de la société mère
Assignation par le préfet..... formule 1 (janv.)

Autorisation environnementale..... comm. 47 (janv.)

Garanties financières..... comm. 49 (janv.)

Obligations du liquidateur..... comm. 48 (janv.)

Réhabilitation du site par un tiers

Garantie financière
Engagement écrit d'un orga-
nisme financier..... comm. 50 (janv.)

INSTANCE EN COURS

Créance du débiteur

Inscription au passif..... comm. 70 (mars)

Interruption

bénéficiaire
jugement réputé non-avenu..... comm. 71 (mars)

Procédures civiles d'exécution

Saisie-immobilière
Procédure de vérification du pas-
sif..... comm. 69 (mars)

INTERCONNEXION DES REGISTRES

NATIONAUX D'INSOLVABILITÉ..... repère 5 (sept.)

INTERDICTION DE GÉRER

Absence de déclaration de cessation des
paiements

Procédure d'insolvabilité secondaire..... comm. 108 (mai)

..... comm. 125 (mai)

Application de la loi dans le temps

Rétroactivité in mitius..... comm. 206 (nov.)

Assignment

Débiteur personne physique..... formule 5 (nov.)

Interdiction générale

Non-respect des précédentes interdic-
tions..... comm. 207 (nov.)

INTERDICTION DES INSCRIPTIONS

Warrant agricole

Inscription sur le registre spécial..... comm. 86 (mars)

INVENTAIRE

Caractère insuffisant

Existence des biens en nature
Charge de la preuve..... comm. 28 (janv.)

L

LETTRE RECOMMANDÉE

ÉLECTRONIQUE..... alerte 16 (mai)

LICENCIEMENT

Entretien préalable

Convocation
Preuve..... comm. 118 (mai)

LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Énonciation du motif économique

Contrat de sécurisation professionnelle..... comm. 42 (janv.)

Motif économique

Baisse du chiffre d'affaires et des béné-
fices..... comm. 154 (sept.)

Cessation partielle d'activité..... comm. 153 (sept.)

Notion

Salarié victime d'un accident du
travail..... comm. 197 (nov.)

Précision a posteriori

Ordonnance du 22 septembre
2017..... comm. 43 (janv.)

Motivation

Modèles types de lettres
Ordonnances Travail..... repère 1 (janv.)

Notion

Incidence des décisions contestables du
chef d'entreprise..... comm. 196 (nov.)

Ordonnance du 22 septembre 2017..... entretien 1 (janv.)

Réorganisation

Sauvegarde de la compétitivité de l'entre-
prise
Association..... comm. 115 (mai)

LIQUIDATEUR JUDICIAIRE

Action en responsabilité pour insuffisance
d'actif

Action en tant qu'organe de la procédure
Règles de procédure..... comm. 94 (mai)

Action en sanction

Action en tant qu'organe de la procédure
Absence de représentation de la
société débitrice..... comm. 201 (nov.)

Obligations

Installation classée..... comm. 48 (janv.)

Qualité pour agir

Contribution aux pertes sociales..... comm. 187 (nov.)

Reddition de comptes

Justification des actes facturés..... comm. 191 (nov.)

Responsabilité

Revendication
Cession des biens revendiqués..... comm. 7 (janv.)

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Appel

Statut procédural du liquidateur
Communication d'informations à
la cour..... comm. 97 (mai)

Arrêt de l'exécution provisoire

Profession libérale
Absence de convocation de
l'ordre professionnel..... comm. 82 (mars)

Conversion de la sauvegarde

Conditions.....	comm. 141 (juill.)
Conversion du redressement judiciaire	
Règles procédurales.....	étude 20 (juill.)
Saisine d'office.....	comm. 147 (sept.)
Règles procédurales.....	comm. 142 (juill.)
Règles procédurales.....	comm. 143 (juill.)
Filiale	
Cessation des paiements	
Caractérisation.....	comm. 55 (mars)
Infirmité	
Perspectives de redressement.....	comm. 140 (juill.)
Licenciement pendant la poursuite d'activité	
Autorisation du juge-commissaire	
Contestation du motif économique.....	comm. 155 (sept.)
Mésentente entre les associés	
Société in bonis	
Garantie AGS.....	comm. 160 (sept.)
Plan de cession	
Licenciement collectif pour motif économique	
Co-emploi.....	comm. 156 (sept.)

LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE table ronde 3 (sept.)

M

MANDAT AD HOC

Confidentialité	
Droit de la presse.....	comm. 180 (nov.)

MANDAT DE JUSTICE

Sous-traitance	dossier 9 (janv.)
-----------------------------	-------------------

MANDATAIRE AD HOC

Rémunération	
Accord entre le débiteur et le professionnel	
Rôle du juge.....	comm. 192 (nov.)
Représentation de la société dissoute	
Rémunération	
Dépassement de mission.....	comm. 5 (janv.)

MANDATAIRE DE JUSTICE

Désignation hors liste	
Rémunération.....	dossier 5 (janv.)
Praticien de l'insolvabilité	dossier 10 (janv.)
Prévention des difficultés des entreprises	
Rôle.....	étude 16 (juill.)
Rémunération	dossier 3 (janv.)
Interprétation de la Cour de cassation.....	dossier 4 (janv.)
Pluralité d'intervenants.....	dossier 5 (janv.)
Révision des tarifs.....	alerte 6 (mars)

MANDATAIRE JUDICIAIRE

Labellisation AGS	dossier 12 (janv.)
--------------------------------	--------------------

MANDATS POST-PROCÉDURE

Rémunération	dossier 5 (janv.)
---------------------------	-------------------

MINISTÈRE PUBLIC

Avis	
Communication.....	comm. 4 (janv.)
Forme	
Communication aux parties.....	comm. 10 (janv.)
.....	comm. 11 (janv.)
Notion	
Rapport à la justice.....	comm. 3 (janv.)
Avis obligatoire	
Forme.....	comm. 2 (janv.)
Désignation et remplacement des organes	étude 24 (sept.)
Ouverture de la conciliation	
Avis sur la rémunération du conciliateur	
Contenu.....	comm. 178 (nov.)
Rôle	
Prévention.....	étude 3 (mars)

N

NULLITÉ DE LA PÉRIODE SUSPECTE..... dossier 37 (sept.)

Appel	
Qualité pour agir.....	comm. 13 (janv.)

Compétence

Tribunal de la procédure collective	
Vente immobilière.....	comm. 9 (janv.)
.....	comm. 30 (janv.)

Nullité de droit

Contrat commutatif déséquilibré	
Contrat de travail ou contrat d'apprentissage.....	comm. 34 (janv.)
Paiement de dette échue	
Cession de créance à titre de garantie.....	comm. 36 (janv.)
Paiement de dette non échue	
Remboursement d'un prêt.....	comm. 35 (janv.)
Paiement par compensation	
Clause de séquestre.....	comm. 37 (janv.)

Nullité facultative

Connaissance de la cessation des paiements	
Appréciation.....	comm. 39 (janv.)
Pouvoir d'appréciation du juge.....	comm. 38 (janv.)

Paiement de dette échue

Notion	
Cession de créance à titre de garantie.....	comm. 36 (janv.)

Paiement de dette non échue

Notion d'échéance	
Remboursement d'un prêt.....	comm. 35 (janv.)

Qualité pour agir

Débiteur.....	comm. 32 (janv.)
---------------	------------------

Report de la date de cessation des paiements

Contestation	
Délai pour agir.....	comm. 103 (mai)
Tierce opposition	
Point de départ du délai.....	comm. 33 (janv.)

O

OBLIGATION DE RECLASSEMENT table ronde 1 (janv.)

Démarches insuffisantes.....	comm. 161 (sept.)
------------------------------	-------------------

ORDONNANCE DU JUGE-COMMISSAIRE

Notification par l'une des parties	
Signification.....	comm. 102 (mai)

ORDRE DES LICENCIEMENTS

Critères	
Mise en oeuvre	
Salarié unique dans une catégorie professionnelle.....	comm. 162 (sept.)

ORGANES

Désignation et remplacement	
Ministère public.....	étude 24 (sept.)

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE COLLECTIVE

Mesure de prévention antérieure	
Levée de la confidentialité.....	comm. 182 (nov.)
.....	comm. 183 (nov.)

P

PANORAMA DE JURISPRUDENCE

Bordeaux.....	chron. 1 (juill.)
---------------	-------------------

PÉRIODE D'OBSERVATION

Durée	
Agriculteur.....	dossier 32 (sept.)
Prolongation exceptionnelle	
Opposition du ministère public	
Absence d'excès de pouvoir.....	comm. 61 (mars)
.....	comm. 62 (mars)
Pourvoi en cassation	
Ministère public.....	comm. 61 (mars)
.....	comm. 62 (mars)

PLAN

Agriculteur en difficulté	dossier 38 (sept.)
Exécution anticipée	

Modalités		
Financement de l'entreprise en difficulté.....	étude 28 (nov.)	
PLAN DE CESSION		
Créancier titulaire de sûreté		
Sûreté réelle		
Attribution judiciaire.....	étude 19 (juill.)	
Droit de préemption de la SAFER	étude 40 (sept.)	
Réalisation		
Clôture de la procédure		
Désignation d'un mandataire ad hoc.....	comm. 186 (nov.)	
PLAN DE REDRESSEMENT		
Achèvement du plan		
Dividendes non payés		
Étendue du droit de poursuite des créanciers.....	comm. 150 (sept.)	
Adoption		
Protection des intérêts des créanciers.....	étude 19 (juill.)	
Durée		
Agriculteur.....	alerte 24 (sept.)	
EARL.....	comm. 85 (mars)	
PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI		
Groupe de sociétés		
Appréciation de la validité.....	comm. 41 (janv.)	
Validation par l'autorité administrative		
Contestation		
Compétence administrative.....	comm. 198 (nov.)	
PRÉSIDENT DU TRIBUNAL		
Ouverture de la conciliation		
Contrôle des conditions d'ouverture.....	comm. 177 (nov.)	
PRÉVENTION		
Compétence		
Conciliation		
Délocalisation.....	comm. 179 (nov.)	
Confidentialité		
Droit de la presse.....	comm. 180 (nov.)	
Constitutionnalité.....	comm. 181 (nov.)	
Levée		
Ouverture d'une procédure collective.....	étude 26 (nov.)	
Ouverture d'une procédure collective		
Levée de la confidentialité.....	comm. 182 (nov.)	
.....	comm. 183 (nov.)	
Rémunération des professionnels		
Contenu de l'accord		
Pouvoir du président du tribunal.....	comm. 192 (nov.)	
Sanctions	étude 3 (mars)	
PRÉVENTION DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES		
Évolutions.....	alerte 26 (sept.)	
.....	étude 16 (juill.)	
PRINCIPE DU MEILLEUR INTÉRÊT	dossier 17 (juill.)	
.....	dossier 18 (juill.)	
PRIVILÈGE DES AGRICULTEURS	dossier 34 (sept.)	
PRIX DE THÈSE AEDBF	alerte 22 (juill.)	
PROCÉDURE		
Action en constatation de l'acquisition d'une clause résolutoire		
Mise en cause des organes de la procédure.....	comm. 95 (mai)	
PROCÉDURE COLLECTIVE		
Coût.....	dossier 6 (janv.)	
Sûretés réelles.....	dossier 26 (juill.)	
Projet de réforme.....	dossier 15 (juill.)	
PROCÉDURE DE LICENCIEMENT		
Lettre de licenciement		
Adresse erronée sur le formulaire de recommandé.....	comm. 164 (sept.)	
PROCÉDURE DE SAUVEGARDE		
Licenciements		
Rôle de l'AGS.....	comm. 159 (sept.)	
Rupture du contrat de travail		
AGS.....	comm. 45 (janv.)	
PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ		
Action annexe		
Règlement insolvabilité		
Champ d'application.....	comm. 105 (mai)	
Action révocatoire		
Loi applicable.....	comm. 106 (mai)	
Adaptation du droit français		
Dispositions réglementaires.....	alerte 11 (mai)	
Adaptation du droit français au règlement n° 2015/848	comm. 110 (mai)	
Compétence		
Tribunaux de commerce spécialisés.....	comm. 1 (janv.)	
Formulaires uniformisés	comm. 109 (mai)	
Forum shopping	étude 8 (mai)	
Ordre public		
Reconnaissance des jugements étrangers		
Confiance mutuelle.....	étude 27 (nov.)	
Procédure secondaire		
Conditions d'ouverture.....	étude 4 (mars)	
Date de cessation des paiements.....	étude 4 (mars)	
Déclaration de cessation des paiements.....	comm. 108 (mai)	
Interdiction de gérer.....	comm. 108 (mai)	
Absence de déclaration de la cessation des paiements.....	comm. 125 (mai)	
Non-déclaration de cessation des paiements		
Sanction.....	étude 5 (mars)	
Règlement Insolvabilité		
Adaptation du droit français		
Procédure d'insolvabilité		
Droit comparé		
Droit allemand.....	table ronde 2 (mai)	
Salariés		
Prepack		
Directive 2001/23/CE.....	comm. 107 (mai)	
PROCÉDURES AMIABLES		
Efficacité		
Exception d'inexécution anticipée.....	étude 17 (juill.)	
PROFESSION		
Mandataires de justice		
Traitement des données personnelles		
Norme CNIL.....	alerte 1 (janv.)	
PROFESSION LIBÉRALE		
Liquidation judiciaire		
Clôture pour insuffisance d'actif		
Montant des droits à retraite.....	comm. 83 (mars)	
Ouverture de la procédure		
Absence de convocation de l'ordre professionnel.....	comm. 82 (mars)	
PROFESSIONNEL INDÉPENDANT		
Associé de SCP		
Éligibilité aux procédures de surendettement.....	comm. 16 (janv.)	
Répertoire Sirene	comm. 15 (janv.)	
PROJET DE LOI PACTE	repère 6 (nov.)	
.....	étude 15 (juill.)	
.....	dossier 26 (juill.)	
Classes de créanciers		
Principe du meilleur intérêt		
Règle de priorité absolue.....	repère 4 (juill.)	
Droit au rebond	étude 23 (sept.)	
PROPOSITION DE DIRECTIVE RELATIVE AUX CADRES DE RESTRUCTURATION PRÉVENTIFS	dossier 26 (juill.)	
PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES		
Règlement général sur la protection des données		
Données personnelles		
Protection.....	étude 9 (mai)	

PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

Liquidation judiciaire
Portabilité des garanties..... **comm. 40 (janv.)**

Q

QUALITÉ DU DÉBITEUR

Associé de SCP
Professionnel indépendant..... **comm. 16 (janv.)**
Professionnel indépendant
Preuve
Inscription au répertoire SIRENE..... **comm. 15 (janv.)**

R

RÉALISATION DE L'ACTIF

Biens indivis
Créancier hypothécaire
Autorisation du juge-commissaire..... **comm. 152 (sept.)**
Immeuble indivis
Opérations de liquidation et de partage..... **comm. 74 (mars)**
Ordonnance du juge-commissaire
Voies de recours..... **comm. 76 (mars)**
comm. 77 (mars)
Droit propre du débiteur..... **comm. 73 (mars)**
Vente de gré à gré
Obligation d'information
Dol..... **comm. 75 (mars)**
Vente d'immeuble
Saisie immobilière..... **étude 21 (juill.)**
Vente par voie d'adjudication
Compétence
Juge de l'exécution..... **comm. 145 (sept.)**
Ordonnance du juge-commissaire
Péremption..... **comm. 145 (sept.)**
Régime..... **comm. 145 (sept.)**
Voies de recours
Cour d'appel..... **comm. 14 (janv.)**

RECOUVREMENT DES CRÉANCES

Créances du débiteur..... **dossier 13 (janv.)**

REÇU POUR SOLDE DE TOUT COMPTE

Contestation
Conditions..... **comm. 119 (mai)**
Effet libératoire
Conditions..... **comm. 119 (mai)**
comm. 165 (sept.)

REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Conversion en liquidation judiciaire
Caractérisation de la cessation des paiements (non)..... **comm. 135 (juill.)**

RÉFORME DU DROIT DES CONTRATS

Ratification de l'ordonnance..... **alerte 15 (mai)**

REGISTRE D'INSOLVABILITÉ

Registre du commerce et de sociétés..... **repère 5 (sept.)**

RÈGLE DE LA PRIORITÉ ABSOLUE

..... **dossier 19 (juill.)**
..... **dossier 17 (juill.)**
..... **dossier 18 (juill.)**

RÈGLEMENT AMIABLE AGRICOLE

..... **dossier 31 (sept.)**

RÈGLEMENT INSOLVABILITÉ

Champ d'application
Action annexe
Critère..... **comm. 105 (mai)**

REPORT DE LA DATE DE CESSATION DES PAIEMENTS

Contestation
Délai pour agir..... **comm. 103 (mai)**

REPORT EN AVANT DES DÉFICITS

Abandons de créance

Régime fiscal..... **comm. 168 (sept.)**

RESPONSABILITÉ DES TIERS

Fournisseur de crédit
Notion
Garantie financière professionnelle..... **comm. 212 (nov.)**

RESPONSABILITÉ DU BANQUIER

Banquier dispensateur de crédit
Article L. 650-1 du Code de commerce
Champ d'application..... **comm. 212 (nov.)**
comm. 213 (nov.)
Emprunteur ou caution averti
Notion..... **comm. 214 (nov.)**
Fraude
Appréciation..... **comm. 127 (mai)**
Obligation de mise en garde
Responsabilité contractuelle de droit commun..... **comm. 213 (nov.)**

RESPONSABILITÉ DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Fautes antérieures à l'ouverture de la procédure collective
Compétence
Tribunal de droit commun..... **comm. 129 (mai)**
Qualité pour agir
Liquidateur judiciaire
Reconstitution du gage commun des créanciers..... **comm. 130 (mai)**

RESPONSABILITÉ DU LIQUIDATEUR

Conditions
Preuve d'un préjudice..... **comm. 98 (mai)**
Revendication
Cession des biens revendiqués..... **comm. 29 (janv.)**
Vente de gré à gré
Obligation d'information..... **comm. 75 (mars)**

RESPONSABILITÉ D'UN FOURNISSEUR

Octroi de délais de paiement avec intérêts de retard
Crédit ruineux et fautif..... **comm. 128 (mai)**

RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Exécution de la condamnation
Compensation..... **comm. 123 (mai)**
Faute de gestion
Remboursement de comptes courants d'associés..... **comm. 203 (nov.)**
Montant de la condamnation
Appréciation souveraine des juges du fond..... **comm. 205 (nov.)**
Simple négligence
Application de la loi dans le temps
Rétroactivité in mitius..... **comm. 124 (mai)**

RÉTABLISSEMENT PROFESSIONNEL..... table ronde 3 (sept.)

RENDICATION

Absence de restitution
Responsabilité de l'administrateur judiciaire
Mission d'assistance..... **comm. 190 (nov.)**
Existence des biens en nature
Charge de la preuve
Inventaire insuffisant..... **comm. 28 (janv.)**
Responsabilité du liquidateur
Cession des biens revendiqués..... **comm. 7 (janv.)**
comm. 29 (janv.)

RÉVOCATION DU GÉRANT DE LA SOCIÉTÉ DÉBITRICE

Exercice
Administrateur judiciaire..... **comm. 137 (juill.)**

RUPTURE CONVENTIONNELLE

Contrepartie financière de la clause de non-concurrence..... **comm. 120 (mai)**
Droit de rétractation

Délai.....	comm. 120 (mai)	EIRL	
Non-respect du cadre légal		Patrimoine non affecté.....	comm. 171 (nov.)
Licenciement sans cause réelle et sérieuse.....	comm. 120 (mai)	Mauvaise foi	
Nullité		Caractérisation.....	comm. 88 (mai)
Défaut de remise d'un exemplaire au salarié.....	comm. 120 (mai)	Mesures de désendettement	
Remise de la convention		Actes propres à faciliter ou à garantir le paiement de la dette	
Demande d'homologation ou exercice du droit de rétractation		<i>Déménagement</i>	comm. 175 (nov.)
<i>Point de départ du délai</i>	comm. 199 (nov.)	Détermination des ressources nécessaires aux dépenses courantes.....	comm. 175 (nov.)
RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL		Mesures recommandées	
Prise d'acte de la rupture		Inexécution	
Garantie AGS.....	comm. 46 (janv.)	<i>Obtention d'un titre exécutoire pour l'intégralité de la créance</i>	comm. 93 (mai)
S		Qualité du débiteur	
SAISIE DES RÉMUNÉRATIONS		Gérant de SARL	
Barème.....	alerte 4 (janv.)	<i>Inscription au répertoire SIRENE</i>	comm. 90 (mai)
SAISIE-ATTRIBUTION		Recevabilité de la demande	
Qualité du débiteur		Débiteurs propriétaires de leur résidence principale.....	comm. 91 (mai)
Administrateur judiciaire		Suspension des procédures d'exécution	
<i>Mission d'assistance</i>	comm. 58 (mars)	<i>Interruption de la prescription</i>	comm. 173 (nov.)
SALARIE		Régularisation d'un plan d'apurement	
Détermination de l'ancienneté		Prescription d'une créance	
Bulletin de paie		<i>Interruption de la prescription</i>	comm. 172 (nov.)
<i>Présomption simple</i>	comm. 194 (nov.)	Saisine de la commission	
Prélèvement de l'impôt à la source		Délai de forclusion	
Entreprise en difficulté.....	alerte 25 (sept.)	<i>Absence d'interruption</i>	comm. 172 (nov.)
Procédure d'insolvabilité		Reconnaissance de dette	
Prepack		<i>Interruption de la prescription</i>	comm. 172 (nov.)
<i>Directive 2001/23/CE</i>	comm. 107 (mai)	Situation de surendettement	
SALARIE PROTÉGÉ		Caractérisation	
Mandat extérieur		<i>Comparaison de l'actif et du passif</i>	comm. 91 (mai)
Protection.....	comm. 44 (janv.)	Suspension d'une mesure d'expulsion	
SANCTIONS		Conditions.....	comm. 92 (mai)
Mandat ad hoc et conciliation	étude 3 (mars)	Vérification des créances	
Non-déclaration de cessation des paiements		Créance non contestée en son principe	
Procédure d'insolvabilité		<i>Pouvoirs du juge</i>	comm. 174 (nov.)
<i>Procédure secondaire</i>	étude 5 (mars)	SÛRETÉ RÉELLE	
SANCTIONS CIVILES		Attribution judiciaire	
Action du liquidateur		Plan de cession.....	dossier 19 (juill.)
Action en tant qu'organe de la procédure			dossier 26 (juill.)
<i>Précisions sur l'identité du liquidateur dans les actes de procédure</i>	comm. 201 (nov.)	Plan de sauvegarde	
Avis du ministère public		Plan de redressement	
Forme		<i>Liquidation judiciaire</i>	dossier 20 (juill.)
<i>Communication aux parties</i>	comm. 10 (janv.)	Procédures collectives	
	comm. 11 (janv.)	Droit allemand.....	dossier 22 (juill.)
SAUVEGARDE		Réforme.....	dossier 21 (juill.)
Demande d'ouverture		Réformes	dossier 16 (juill.)
Caractère frauduleux.....	comm. 21 (janv.)	SÛRETÉ RÉELLE POUR AUTRUI	
SERVICE « GUICHET ENTREPRISES »	alerte 17 (mai)	Bénéfice de subrogation	comm. 114 (mai)
SITE POLLUÉ		Sûreté donnée par une société	
Bien invendable		Contrariété à l'intérêt social	
Insolvabilité notoire.....	comm. 51 (janv.)	<i>Caractérisation</i>	comm. 26 (janv.)
SOUTIEN ABUSIF		Contrariété à l'objet ou à l'intérêt social	
Fournisseur		<i>Nullité absolue</i>	comm. 25 (janv.)
Octroi de délais de paiement avec intérêts de retard		SÛRETÉS	
<i>Crédit ruineux et fautif</i>	comm. 128 (mai)	Procédures collectives	dossier 24 (juill.)
SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS		Droits français et allemand	
Bonne foi		<i>Harmonisation</i>	dossier 23 (juill.)
Appréciation souveraine des juges du fond.....	comm. 89 (mai)	Projet de réforme	repère 6 (nov.)
Champ d'application		T	
Associé de SCP.....	comm. 16 (janv.)	TECHNICIEN	
Clause de résiliation de plein droit		Désignation par le juge-commissaire	
Suspension.....	alerte 28 (nov.)	Rémunération à la charge de la procédure collective.....	comm. 6 (janv.)
Éligibilité		TRANSACTION	
		Autorisation du juge-commissaire	
		Dessaisissement	
		<i>Droits propres</i>	comm. 148 (sept.)
		Condition de validité	
		Notification préalable du licenciement.....	comm. 200 (nov.)
		Ordonnance du juge-commissaire	
		Recours du débiteur	
		<i>Droit propre</i>	comm. 73 (mars)
		Termes généraux	
		Portée.....	comm. 166 (sept.)

TRIBUNAL

Exercice d'un pouvoir d'office

- Désignation d'un mandataire ad hoc
- Cessation des fonctions du commissaire à l'exécution du plan..... **comm. 186 (nov.)**

TRIBUNAUX DE COMMERCE SPÉCIALISÉS

Compétence

- Procédure d'insolvabilité..... **comm. 1 (janv.)**

V

VÉRIFICATION DES CRÉANCES

Contestation

- Autorité de chose jugée du jugement d'orientation..... **comm. 101 (mai)**

Pouvoirs du juge-commissaire

- Absence d'instance en cours..... **comm. 72 (mars)**
- Instance en cours
- Péremption d'instance..... **alerte 23 (sept.)**

VÉRIFICATION ET ADMISSION DES CRÉANCES

Dessaisissement

- Droits propres..... **comm. 148 (sept.)**

VOIES DE RECOURS

Appel

Liquidation judiciaire

Arrêt de l'exécution provisoire..... **comm. 12 (janv.)**

Nullité de la période suspecte

Qualité pour agir..... **comm. 13 (janv.)**

Dessaisissement

Droits propres..... **comm. 148 (sept.)**

Ordonnance du juge-commissaire

Réalisation de l'actif..... **comm. 76 (mars)**

..... **comm. 77 (mars)**

Cour d'appel..... **comm. 14 (janv.)**

Droit propre du débiteur..... **comm. 73 (mars)**

Pourvoi en cassation

Ministère public

Prolongation exceptionnelle de la

période d'observation..... **comm. 61 (mars)**

..... **comm. 62 (mars)**

Pouvoirs du débiteur

Mission d'assistance générale de l'administrateur

.....

Délai pour régulariser..... **comm. 136 (juill.)**

Tierce opposition

Point de départ du délai

Report de la date de cessation

des paiements..... **comm. 33 (janv.)**

W

WARRANT AGRICOLE

..... **dossier 34 (sept.)**

..... **dossier 35 (sept.)**

Conditions d'opposabilité à la procédure collective

..... **comm. 86 (mars)**

2015

Novembre

- T. com. Bordeaux, **9 nov. 2015**, n° 2014L04423
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- T. com. Bordeaux, 4^e ch., **25 nov. 2015**, n° 2015P01198
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

2016

Janvier

- CA Bordeaux, 2^e ch., **6 janv. 2016**, n° 15/00648 :
JurisData n° 2016-000394 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Février

- T. com. Bordeaux, **1^{er} févr. 2016**, n° 2015L02748
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Mars

- CA, Bordeaux, **15 mars 2016**, n° 15/03769 : JurisData
n° 2016-020037 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- T. com. Bordeaux, **16 mars 2016**, n° 2015J00009
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- CA Bordeaux, **17 mars 2016**, n° 15/01481 (*Panorama de
jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Avril

- CA Bordeaux, 2^e ch. civ., **4 avr. 2016**, n° 15/018656
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- T. com., Bordeaux, **5 avr. 2016**, n° 2016P00297
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Mai

- TGI Bordeaux, **13 mai 2016**, n° 14/12193 (*Panorama de
jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- TGI Bordeaux, **20 mai 2016**, n° 15/03266 (*Panorama de
jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- TGI Bordeaux, **20 mai 2016**, n° 15/0428 (*Panorama de
jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Juin

- T. com. Bordeaux, **1^{er} juin 2016**, n° 2016J225
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- CA Bordeaux, 2^e ch. civ., **21 juin 2016**, n° 15/06987 :
JurisData n° 2016-018836 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Août

- T. com. Bordeaux, 4^e ch., **31 août 2016**, n° 2016L02158/
2016L02179 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Septembre

- TGI Bordeaux, **2 sept. 2016**, n° 11/11483 (*Panorama de
jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- CA Bordeaux, 2^e ch., **20 sept. 2016**, n° 14/02447
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- T. com. Bordeaux, **21 sept. 2016**, n° 2015J00284/
2016M06205 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- CE, 6^e-1^{er} ch. réunies, **28 sept. 2016**, n° 384315 :
JurisData n° 2016-020268 (*Procédure administrative en
matière de cessation d'activité*) **comm. 48 (janv.)**

Octobre

- CA Bordeaux, 2^e ch. civ., **5 oct. 2016**, n° 15/07659
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- CA Bordeaux, 2^e ch., **12 oct. 2016**, n° 15/06399 :
JurisData n° 2016-021553 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Novembre

- CA Bordeaux, 2^e ch. civ., **7 nov. 2016**, n° 16/00150 :
JurisData n° 2016-024622 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- T. com. Bordeaux, 1^{re} ch., **21 nov. 2016**, n° 2016L00739
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- CA Bordeaux, 2^e ch., **22 nov. 2016**, n° 16/01900
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- CA Bordeaux, 2^e ch. civ., **23 nov. 2016**, n° 16/00487
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Décembre

- T. com. Bordeaux, **15 déc. 2016**, n° 2010J00724
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- T. com. Bordeaux, 4^e ch., **21 déc. 2016**, n° 2016L4098
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

2017

Janvier

- CA Bordeaux, 4^e ch. civ., **5 janv. 2017**, n° 16/03375 :
JurisData n° 2017-000436 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- T. com. Bordeaux, **9 janv. 2017**, n° 2016L01610
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- CA Bordeaux, 4^e ch., **11 janv. 2017**, n° 16/02565 :
JurisData n° 2017-000429 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- CA Bordeaux, 4^e ch. civ., **17 janv. 2017**, n° 15/07367
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Février

- TGI Bordeaux, **3 févr. 2017**, n° 08/02288 (*Panorama de
jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- CA Grenoble, ch. com., **9 févr. 2017**, n° 15/01829 :
JurisData n° 2017-002643 (*Nullités facultatives*) **comm. 39 (janv.)**
- CA Bordeaux, 4^e ch. civ., **13 févr. 2017**, n° 16/03932 :
JurisData n° 2017-003835 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Mars

- Cass. com., **8 mars 2017**, n° 15-18.495, FS-P+B+I :
JurisData n° 2017-003957 (*Nullités de la période
suspecte*) **comm. 13 (janv.)**
- Cass. com., **8 mars 2017**, n° 15-18.495, FS-P+B+I :
JurisData n° 2017-003957 (*Voies de recours*) **comm. 32 (janv.)**
- Cass. com., **8 mars 2017**, n° 15-13.699, F-D : JurisData
n° 2017-003962 (*Conséquences de la présence d'un site
pollué*) **comm. 51 (janv.)**
- Cass. com., **8 mars 2017**, n° 15-21.397 (*Contrat en
cours*) **comm. 68 (mars)**
- Cass. com., **8 mars 2017**, n° 15-24.891 : JurisData
n° 2017-003982 (*Exécution de la condamnation*) **comm. 123 (mai)**
- T. com. Bordeaux, **15 mars 2017**, n° 2016L3593
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- CA Metz, ch. com., **16 mars 2017**, n° 16/00561 (*Nullités
de droit*) **comm. 35 (janv.)**
- Cass. com., **22 mars 2017**, n° 15-15.361 : JurisData
n° 2017-005035 (*Nullités de droit*) **comm. 36 (janv.)**
- CA Bordeaux, **31 mars 2017**, n° 17/00051 : JurisData
n° 2017-007198 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Avril

- T. com. Bordeaux, **1^{er} avr. 2017**, n° 2010F01105
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- CA Bordeaux, 4^e ch. civ., **4 avr. 2017**, n° 16/00468
(*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**
- CA Lyon, ch. soc. B, **7 avr. 2017**, n° 15/09308 : JurisData
n° 2017-007001 (*Nullités de droit*) **comm. 34 (janv.)**
- CA Bordeaux, **12 avr. 2017**, n° 16/06151 : JurisData
n° 2017-010777 (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Cass. crim., 20 avr. 2017 , n° 16-82.850, F-D : JurisData n° 2017-007262 (<i>Banqueroute - élément intentionnel</i>).....	comm. 79 (mars)
Cass. crim., 20 avr. 2017 , n° 16-80.808, F-P+B : JurisData n° 2017-007226 (<i>Détournement d'objets gagés</i>).....	comm. 80 (mars)
Cass. com., 20 avr. 2017 , n° 15-18.182 : JurisData n° 2017-007213 (<i>Appel et pourvoi en cassation - Admission des créances</i>).....	comm. 104 (mai)
CA Colmar, 1 ^{re} ch. civ., sect. A, 26 avr. 2017 , n° 16/03916 : JurisData n° 2017-008123 (<i>Voies de recours</i>).....	comm. 33 (janv.)

Mai

Cass. com., 4 mai 2017 , n° 15-24.504, P+B+I : JurisData n° 2017-008382 (<i>Sanctions</i>).....	comm. 10 (janv.)
Cass. com., 4 mai 2017 , n° 15-24.854 : JurisData n° 2017-008388 (<i>Déclaration de créance - Décision de rejet</i>).....	comm. 100 (mai)
Cass. com., 4 mai 2017 , n° 15-24.504 : JurisData n° 2017-008382 (<i>Procédure</i>).....	comm. 122 (mai)
Cass. com., 17 mai 2017 , n° 15-25.477 : JurisData n° 2017-009416 (<i>Rémunération</i>).....	comm. 5 (janv.)
Cass. com., 17 mai 2017 , n° 15-28.871, F-D (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 17 (janv.)
Cass. com., 17 mai 2017 , n° 15-15.746 : JurisData n° 2017-009369 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 22 (janv.)
Cass. com., 17 mai 2017 , n° 15-29.363 : JurisData n° 2017-009421 (<i>Nullités facultatives</i>).....	comm. 38 (janv.)
Cass. com., 18 mai 2017 , n° 15-23.973, F-P+B+I : JurisData n° 2017-009373 (<i>Nullités de la période suspecte</i>).....	comm. 9 (janv.)
Cass. com., 18 mai 2017 , n° 15-23.973, F-P+B+I : JurisData n° 2017-009373 (<i>Compétence du Tribunal</i>).....	comm. 30 (janv.)

Juin

Cass. 2 ^e civ., 1^{er} juin 2017 , n° 16-17.077, F-PB : JurisData n° 2017-010455 (<i>Activité professionnelle indépendante</i>).....	comm. 16 (janv.)
CJUE, 8 juin 2017 , n° C-54/16, <i>Vinyls Italia</i> : JurisData n° 2017-011081 (<i>Action révocatoire</i>).....	comm. 106 (mai)
Cass. com., 14 juin 2017 , n° 15-24.188, F-P+B : JurisData n° 2017-011536 (<i>Liquidation judiciaire - Appel</i>).....	comm. 12 (janv.)
Cass. com., 14 juin 2017 , n° 15-20.229, F-P+B+I : JurisData n° 2017-011363 (<i>Liquidation judiciaire - Appel</i>).....	comm. 12 (janv.)
Cass. com., 14 juin 2017 , n° 15-25.698 : JurisData n° 2017-011359 (<i>Voies de recours</i>).....	comm. 33 (janv.)
Cass. com., 14 juin 2017 , n° 15-25.698 : JurisData n° 2017-011359 (<i>Tierce opposition</i>).....	comm. 103 (mai)
Cass. com., 14 juin 2017 , n° 15-26.953 : JurisData n° 2017-011357 (<i>Commissaires aux comptes</i>).....	comm. 130 (mai)
TGI Bordeaux, 16 juin 2017 , n° 05/08652 (<i>Panorama de jurisprudence</i>).....	chron. 1 (juill.)
CJUE, 22 juin 2017 , n° C-126/16 (<i>Protection des salariés</i>).....	comm. 107 (mai)
Cass. com., 28 juin 2017 , n° 16-11.691 (<i>Avis</i>).....	comm. 3 (janv.)
Cass. com., 28 juin 2017 , n° 15-17.394, FS-P+B+I : JurisData n° 2017-012580 (<i>Mandat</i>).....	comm. 63 (mars)

Juillet

CA Rennes, 3 ^e ch. com., 4 juill. 2017 , n° 15/04733 : JurisData n° 2017-013838 (<i>Nullités facultatives</i>).....	comm. 39 (janv.)
Cass. com., 12 juill. 2017 , n° 16-12.544, F-P+B+I : JurisData n° 2017-013968 (<i>Cession de l'entreprise</i>).....	comm. 11 (janv.)
Cass. com., 12 juill. 2017 , n° 16-15.354, F-D : JurisData n° 2017-015021 (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 19 (janv.)
Cass. com., 12 juill. 2017 , n° 16-10.542, F-D : JurisData n° 2017-018683 (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 20 (janv.)

Septembre

Cass. 1 ^{re} civ., 6 sept. 2017 , n° 16-17.670 (<i>Action paulienne</i>).....	comm. 31 (janv.)
Cass. 3 ^e civ., 7 sept. 2017 , n° 16-19.874 : JurisData n° 2017-017202 (<i>Domaine</i>).....	comm. 70 (mars)

CA Paris, pôle 5, ch. 8, 12 sept. 2017 , n° 17/08723 (<i>Procédure de sauvegarde</i>).....	comm. 21 (janv.)
CA Poitiers, 2 ^e ch. civ., 12 sept. 2017 , n° 16/02584 : JurisData n° 2017-025177 (<i>Acte de gestion courante</i>).....	comm. 58 (mars)
Cass. com., 13 sept. 2017 , n° 16-12.249 (<i>Vérification des créances</i>).....	comm. 72 (mars)
Cass. com., 13 sept. 2017 , n° 16-10.206 : JurisData n° 2017-017689 (<i>Arrêt des poursuites individuelles</i>).....	comm. 99 (mai)
Cass. com., 13 sept. 2017 , n° 15-28.833 : JurisData n° 2017-017684 (<i>Créances antérieures - Saisie immobilière antérieure</i>).....	comm. 101 (mai)
Cass. com., 13 sept. 2017 , n° 15-23.044 : JurisData n° 2017-017696 (<i>Poursuites après le plan de redressement</i>).....	comm. 150 (sept.)
Cass. com., 13 sept. 2017 , n° 16-10.206 : JurisData n° 2017-017689 (<i>Poursuites en liquidation judiciaire</i>).....	comm. 151 (sept.)
Cass. com., 20 sept. 2017 , n° 16-15.829, F-P+B+I : JurisData n° 2017-018234 (<i>Réalisation d'actif - Recours devant la cour d'appel</i>).....	comm. 14 (janv.)
Cass. com., 20 sept. 2017 , n° 15-24.644, F-PBI : JurisData n° 2017-018235 (<i>Activité professionnelle indépendante</i>).....	comm. 15 (janv.)
Cass. com., 20 sept. 2017 , n° 16-16.602 (<i>Nullités de droit</i>).....	comm. 37 (janv.)
Cass. com., 20 sept. 2017 , n° 16-14.065, FS-P+B+I : JurisData n° 2017-018237 (<i>Résiliation de plein droit</i>).....	comm. 64 (mars)
Cass. com., 20 sept. 2017 , n° 14-17.225, FS-P+B+I : JurisData n° 2017-018236 (<i>Contrat en cours</i>).....	comm. 67 (mars)
Cass. com., 20 sept. 2017 , n° 16-14.295, F-B+B : JurisData n° 2017-012581 (<i>Biens indivis</i>).....	comm. 74 (mars)
Cass. com., 20 sept. 2017 , n° 16-15.829, F-B+B : JurisData n° 2017-018234 (<i>Voies de recours</i>).....	comm. 76 (mars)
Cass. com., 20 sept. 2017 : JurisData n° 2017-018235 (<i>Conditions relatives au débiteur</i>).....	comm. 90 (mai)
Cass. com., 27 sept. 2017 , n° 16-19.549 : JurisData n° 2017-018914 (<i>Avis</i>).....	comm. 2 (janv.)
Cass. com., 27 sept. 2017 , n° 16-16.955 : JurisData n° 2017-018763 (<i>Avis</i>).....	comm. 4 (janv.)
Cass. com., 27 sept. 2017 , n° 16-16.670, FS-P+B : JurisData n° 2017-018656 (<i>Recevabilité - Limites temporelles</i>).....	comm. 8 (janv.)
Cass. com., 27 sept. 2017 , n° 16-16.670, F-PBI : JurisData n° 2017-018656 (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 18 (janv.)
Cass. com., 27 sept. 2017 , n° 16-17.285, D : JurisData n° 2017-018765 (<i>Domaine</i>).....	comm. 69 (mars)
CA Versailles, 11 ^e ch., 28 sept. 2017 , n° 16/01270 : JurisData n° 2017-019484 (<i>Nullités de droit</i>).....	comm. 34 (janv.)

Octobre

Cass. com., 11 oct. 2017 , n° 15-18.372, P : JurisData n° 2017-019858 (<i>Cession Daily</i>).....	comm. 27 (janv.)
Cass. 1 ^{re} civ., 18 oct. 2017 , n° 16-17.184, P : JurisData n° 2017-020384 (<i>Sûreté réelle pour autrui [cautionnement hypothécaire]</i>).....	comm. 25 (janv.)
Cass. 2 ^e civ., 19 oct. 2017 , n° 16-12.885 : JurisData n° 2017-020394 (<i>Mesures d'exécution</i>).....	comm. 92 (mai)
Cass. com., 25 oct. 2017 , n° 16-22.027 : JurisData n° 2017-021218 (<i>Responsabilité</i>).....	comm. 7 (janv.)
Cass. com., 25 oct. 2017 , n° 16-16.839 : JurisData n° 2017-021038 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 22 (janv.)
Cass. com., 25 oct. 2017 , n° 16-16.764 : JurisData n° 2017-021386 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 23 (janv.)
Cass. com., 25 oct. 2017 , n° 16-22.083, P : JurisData n° 2017-021041 (<i>Revendication</i>).....	comm. 28 (janv.)
Cass. com., 25 oct. 2017 , n° 16-22.027 : JurisData n° 2017-021218 (<i>Revendication</i>).....	comm. 29 (janv.)
Cass. com., 25 oct. 2017 , n° 16-18.939 : JurisData n° 2017-021576 (<i>Déclaration de créances</i>).....	comm. 167 (sept.)
Cass. com., 25 oct. 2017 , n° 16-18.938 : JurisData n° 2017-021046 (<i>Déclaration de créances</i>).....	comm. 167 (sept.)

Novembre

Cass., 6 nov. 2017 , n° 17014 à 17017 (<i>Garanties collectives</i>).....	comm. 40 (janv.)
Cass., 6 nov. 2017 , n° 17013, P+B+R+I : JurisData n° 2017-023761 (<i>Garanties collectives</i>).....	comm. 40 (janv.)
CA Paris, 6 nov. 2017 , n° pôle 5, 9 ^e ch. : JurisData n° 2017-022635 (<i>Action paulienne</i>).....	comm. 31 (janv.)
CA Versailles, 7 nov. 2017 , n° 17/04229 (<i>Droit transitoire</i>).....	comm. 124 (mai)
CJUE, 9 nov. 2017 : JurisData n° 2017-025675 (<i>Règlement insolvabilité - Champ d'application</i>).....	comm. 105 (mai)
CA Douai, 14 nov. 2017 , n° 17/06358 (<i>Compétence</i>).....	comm. 179 (nov.)
Cass. com., 15 nov. 2017 , n° 15-28.959 : JurisData n° 2017-022940 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 24 (janv.)
Cass. com., 15 nov. 2017 , n° 16-20.193, F-D : JurisData n° 2017-025502 (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 54 (mars)
Cass. com., 15 nov. 2017 , n° 16-19.690, P+B+I : JurisData n° 2017-022848 (<i>Procédure de redressement ou de liquidation</i>).....	comm. 55 (mars)
Cass. com., 15 nov. 2017 , n° 16-19.131, F-P+B : JurisData n° 2017-022851 (<i>Cession du bail</i>).....	comm. 65 (mars)
Cass. com., 15 nov. 2017 , n° 16-13.219, P+B : JurisData n° 2017-022837 (<i>Bail</i>).....	comm. 66 (mars)
Cass. com., 15 nov. 2017 , n° 16-12.941 et 16-13.039 : JurisData n° 2017-022950 (<i>Commissaires aux comptes</i>).....	comm. 129 (mai)
Cass. soc., 16 nov. 2017 , n° 16-14.586, 16-14.603, 16-14.607 : JurisData n° 2017-022875 (<i>Plan de sauvegarde de l'emploi</i>).....	comm. 41 (janv.)
Cass. soc., 22 nov. 2017 , n° 16-17.692 : JurisData n° 2017-023628 (<i>Salarié protégé</i>).....	comm. 44 (janv.)
Cass. crim., 22 nov. 2017 , n° 16-83.549, P+B : JurisData n° 2017-023482 (<i>Banqueroute et faillite personnelle</i>).....	comm. 81 (mars)
Cass. crim., 22 nov. 2017 , n° 16-83.549 : JurisData n° 2017-023482 (<i>Faillite personnelle et interdiction de gérer</i>).....	comm. 126 (mai)
CA Pau, 2 ^e ch. sect. 1, 27 nov. 2017 , n° 15/04202 (<i>Acte de gestion courante</i>).....	comm. 60 (mars)
Cass. com., 29 nov. 2017 , n° 16-21.032, FS-P+B+R+I : JurisData n° 2017-024171 (<i>Agriculteurs</i>).....	comm. 85 (mars)
Cass. 3 ^e civ., 30 nov. 2017 , n° 16-20.210 (<i>Sûreté réelle pour autrui [cautionnement hypothécaire]</i>).....	comm. 26 (janv.)
Cass. soc., 30 nov. 2017 , n° 16-24.228 (<i>Contrat de sécurisation professionnelle</i>).....	comm. 42 (janv.)
Cass. soc., 30 nov. 2017 , n° 16-18.684, 16-23.496, 16-24.227 (<i>Contrat de sécurisation professionnelle</i>).....	comm. 42 (janv.)

Décembre

T. com. Lille métropole, 4 déc. 2017 , n° 2017018888 (<i>Confidentialité</i>).....	comm. 182 (nov.)
CA Angers, ch. A, 5 déc. 2017 , n° 16/01171 (<i>Agriculteurs</i>).....	comm. 86 (mars)
Cass. soc., 7 déc. 2017 , n° 16-17.898, 16-17.908 : JurisData n° 2017-024837 (<i>Procédure de sauvegarde</i>).....	comm. 45 (janv.)
Cass. com., 13 déc. 2017 , n° 16-15.962 : JurisData n° 2017-025654 (<i>Rémunération</i>).....	comm. 6 (janv.)
Cass. com., 13 déc. 2017 , n° 16-17.975, P+B : JurisData n° 2017-025639 (<i>Pouvoir du débiteur en sauvegarde</i>).....	comm. 56 (mars)
Cass. com., 13 déc. 2017 , n° 16-18.244, F-D (<i>Acte de gestion courante</i>).....	comm. 59 (mars)
Cass. com., 13 déc. 2017 , n° 16-50.051, P+B+I : JurisData n° 2017-025672 (<i>Prolongation exceptionnelle</i>).....	comm. 61 (mars)
Cass. com., 13 déc. 2017 , n° 16-21.375 : JurisData n° 2017-025775 (<i>Interruption d'instance</i>).....	comm. 71 (mars)
Cass. com., 13 déc. 2017 , n° 15-28.357, F-B+B : JurisData n° 2017-025645 (<i>Reprise des poursuites - Inopposabilité de la DNI</i>).....	comm. 78 (mars)
Cass. com., 13 déc. 2017 , n° 16-21.498 : JurisData n° 2017-025897 (<i>Banquier dispensateur de crédit</i>).....	comm. 127 (mai)
CJUE, 20 déc. 2017 , n° C-649/16, Valach : JurisData n° 2017-027697 (<i>Règlement insolvabilité - Champ d'application</i>).....	comm. 105 (mai)

Cass. soc., 20 déc. 2017 , n° 16-19.517 : JurisData n° 2017-026517 (<i>Rupture du contrat de travail</i>).....	comm. 46 (janv.)
Cass. 3 ^e civ., 21 déc. 2017 , n° 16-20.675, FS-P+B+I : JurisData n° 2017-026657 (<i>Obligations du liquidateur</i>).....	comm. 75 (mars)
Cass. soc., 21 déc. 2017 , n° 16-12.780 : JurisData n° 2017-026616 (<i>Rupture conventionnelle</i>).....	comm. 120 (mai)

2018

Janvier

Cass. com., 10 janv. 2018 , n° 16-21.500 (<i>Droit de rétention</i>).....	comm. 113 (mai)
Cass. com., 10 janv. 2018 , n° 16-10.824 : JurisData n° 2018-000078 (<i>Fournisseur de marchandises</i>).....	comm. 128 (mai)
CA Grenoble, 10 janv. 2018 , n° 17/00142 (<i>Professions libérales</i>).....	comm. 82 (mars)
Cass. soc., 17 janv. 2018 , n° 16-22.426 : JurisData n° 2018-000341 (<i>Contrat de sécurisation professionnelle</i>).....	comm. 117 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 17 janv. 2018 , n° 17-10.141 : JurisData n° 2018-000450 (<i>Saisine de la commission</i>).....	comm. 172 (nov.)
Cass. crim., 17 janv. 2018 , n° 16-87.135 : JurisData n° 2018-000325 (<i>Délit de banqueroute - Éléments constitutifs</i>).....	comm. 208 (nov.)
Cass. soc., 18 janv. 2018 , n° 15-24.002 : JurisData n° 2018-000289 (<i>Rupture conventionnelle</i>).....	comm. 120 (mai)
T. com. Paris, 22 janv. 2018 , n° 2018001979 (<i>Confidentialité</i>).....	comm. 180 (nov.)
Cass. com., 24 janv. 2018 , n° 16-21.701, P+B+I : JurisData n° 2018-000715 (<i>Pouvoir du débiteur en sauvegarde</i>).....	comm. 57 (mars)
Cass. com., 24 janv. 2018 , n° 16-50.033, P+B+I : JurisData n° 2018-000713 (<i>Droit propre</i>).....	comm. 73 (mars)
Cass. com., 24 janv. 2018 , n° 16-18.795, P+B : JurisData n° 2018-000689 (<i>Voies de recours</i>).....	comm. 77 (mars)
Cass. com., 24 janv. 2018 , n° 16-22.637 : JurisData n° 2018-000716 (<i>Position procédurale des organes</i>).....	comm. 97 (mai)
Cass. com., 24 janv. 2018 , n° 16-18.528 : JurisData n° 2018-000721 (<i>Responsabilité des mandataires</i>).....	comm. 98 (mai)
Cass. com., 24 janv. 2018 , n° 16-20.197 : JurisData n° 2018-000714 (<i>Notification des ordonnances du juge-commissaire</i>).....	comm. 102 (mai)
Cass. soc., 24 janv. 2018 , n° 16-11.646 (<i>Caractère économique du licenciement</i>).....	comm. 116 (mai)
Cass. com., 24 janv. 2018 , n° 16-19.306 (<i>Procédure</i>).....	comm. 122 (mai)
Cass. com., 24 janv. 2018 , n° 16-50.033 (<i>Voies de recours</i>).....	comm. 148 (sept.)
Cass. com., 24 janv. 2018 , n° 16-21.701 : JurisData n° 2018-000715 (<i>Voies de recours</i>).....	comm. 148 (sept.)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch. réunies, 26 janv. 2018 , n° 415695, Sté Technicolor (<i>Report des déficits</i>).....	comm. 168 (sept.)
Cass. com., 30 janv. 2018 , n° 17-20.763 (<i>Procédure</i>).....	comm. 121 (mai)

Février

Cass. 2 ^e civ., 1^{er} févr. 2018 , n° 16-20.742 (<i>Conditions relatives au débiteur</i>).....	comm. 88 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 1^{er} févr. 2018 , n° 16-10.360 (<i>Conditions relatives au débiteur</i>).....	comm. 89 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 1^{er} févr. 2018 , n° 16-28.043 (<i>Saisine de la commission</i>).....	comm. 172 (nov.)
CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 7 févr. 2018 , n° 398676, SARL France frais : JurisData n° 2018-007099 (<i>Abandon de créances</i>).....	comm. 170 (sept.)
Cass. com., 7 févr. 2018 , n° 16-24.481, FS-P+B+I : JurisData n° 2018-001413 (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 53 (mars)
Cass. com., 7 févr. 2018 , n° 16-50.037, F-D (<i>Période d'observation</i>).....	comm. 62 (mars)
Cass. com., 7 févr. 2018 , n° 17-21.822 (<i>Position procédurale des organes</i>).....	comm. 94 (mai)
Cass. com., 7 févr. 2018 , n° 17-10.056 : JurisData n° 2018-001439 (<i>Procédure secondaire</i>).....	comm. 108 (mai)

Cass. com., 7 févr. 2018 , n° 17-10.056 : JurisData n° 2018-001439 (<i>Faillite personnelle et interdiction de gérer</i>).....	comm. 125 (mai)
Cass. com., 7 févr. 2018 , n° 16-26.404 : JurisData n° 2018-001475 (<i>Procédure de redressement ou de liquidation</i>).....	comm. 133 (juill.)
Cass. com., 7 févr. 2018 , n° 16-26.378 : JurisData n° 2018-008632 (<i>Poursuites en liquidation judiciaire</i>).....	comm. 152 (sept.)
Cass. com., 7 févr. 2018 , n° 17-21.822 (<i>Action en responsabilité pour insuffisance d'actif - Procédure</i>).....	comm. 201 (nov.)
Cass. com., 7 févr. 2018 , n° 16-19.516 (<i>Banquier dispensateur de crédit</i>).....	comm. 214 (nov.)
Cass. com., 7 févr. 2018 , n° 16-18.701 : JurisData n° 2018-001594 (<i>Banquier dispensateur de crédit</i>).....	comm. 214 (nov.)
CA Rouen, ch. civ. et com., 8 févr. 2018 , n° 16/05964 (<i>Associations</i>).....	comm. 87 (mars)
CA Lyon, 9 févr. 2018 , n° 16/05597 : JurisData n° 2018-003774 (<i>Caractère économique du licenciement</i>).....	comm. 115 (mai)
Cass. soc., 14 févr. 2018 , n° 16-16.617 : JurisData n° 2018-001908 (<i>Reçu pour solde de tout compte</i>).....	comm. 119 (mai)
Cass. soc., 14 févr. 2018 , n° 17-10.035 : JurisData n° 2018-001907 (<i>Rupture conventionnelle</i>).....	comm. 120 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 15 févr. 2018 , n° 17-15.208, F-D : JurisData n° 2018-002054 (<i>Professions libérales</i>).....	comm. 83 (mars)
Cass. com., 28 févr. 2018 , n° 16-18.692 : JurisData n° 2018-002736 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 111 (mai)
Cass. com., 28 févr. 2018 , n° 16-24.841 : JurisData n° 2018-002761 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 112 (mai)
Cass. soc., 28 févr. 2018 , n° 16-19.934 (<i>Procédure de licenciement</i>).....	comm. 118 (mai)
Cass. com., 28 févr. 2018 , n° 16-26.735 : JurisData n° 2018-002842 (<i>Extension de procédure</i>).....	comm. 131 (juill.)
Cass. com., 28 févr. 2018 , n° 16-19.422 : JurisData n° 2018-002729 (<i>Procédure de redressement ou de liquidation</i>).....	comm. 135 (juill.)
Cass. crim., 28 févr. 2018 , n° 17-81.682 : JurisData n° 2018-002756 (<i>Délit de banqueroute - Éléments constitutifs</i>).....	comm. 209 (nov.)

Mars

Cass. 2 ^e civ., 1^{er} mars 2018 , n° 17-11.417 (<i>Conditions relatives au débiteur</i>).....	comm. 88 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 1^{er} mars 2018 , n° 17-16.293 : JurisData n° 2018-002902 (<i>Inexécution</i>).....	comm. 93 (mai)
Cass. soc., 7 mars 2018 , n° 16-13.194 : JurisData n° 2018-003133 (<i>Reçu pour solde de tout compte</i>).....	comm. 119 (mai)
Cass. soc., 7 mars 2018 , n° 17-10.963 (<i>Rupture conventionnelle</i>).....	comm. 120 (mai)
Cass. com., 14 mars 2018 , n° 16-27.187 : JurisData n° 2018-003678 (<i>Procédure de redressement ou de liquidation</i>).....	comm. 132 (juill.)
Cass. com., 14 mars 2018 , n° 16-18.867 (<i>Banquier dispensateur de crédit</i>).....	comm. 214 (nov.)
Cass. com., 14 mars 2018 , n° 16-27.302 : JurisData n° 2018-003673 (<i>Déclaration notariée d'insaisissabilité</i>).....	alerte 8 (mars)
Cass. crim., 21 mars 2018 , n° 17-81.160 : JurisData n° 2018-004088 (<i>Délit de banqueroute et interdiction de gérer</i>).....	comm. 210 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 22 mars 2018 , n° 17-16.120 : JurisData n° 2018-004276 (<i>Conditions relatives au débiteur</i>).....	comm. 88 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 22 mars 2018 , n° 17-10.395 : JurisData n° 2018-004275 (<i>Conditions relatives au débiteur</i>).....	comm. 88 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 22 mars 2018 , n° 16-27.562 (<i>Position procédurale des organes</i>).....	comm. 95 (mai)
CA Aix-en-Provence, 8 ^e ch. A, 22 mars 2018 , n° 17/12703 (<i>Conversion de la sauvegarde en liquidation judiciaire</i>).....	comm. 141 (juill.)
Cass. com., 28 mars 2018 , n° 16-23.665 : JurisData n° 2018-004836 (<i>Position procédurale des organes</i>).....	comm. 96 (mai)
Cass. com., 28 mars 2018 , n° 16-27.809 : JurisData n° 2018-004892 (<i>Banquier dispensateur de crédit</i>).....	comm. 214 (nov.)

CA Paris, pôle 1, ch. 3, 28 mars 2018 , n° 16/10500 (<i>Pouvoirs du débiteur</i>).....	comm. 136 (juill.)
CA Toulouse, 28 mars 2018 , n° 17/04666 : JurisData n° 2018-004637 (<i>Infirmation de la liquidation judiciaire</i>).....	comm. 140 (juill.)
CA Montpellier, 1 ^{er} ch. D, 29 mars 2018 , n° 17/02471 (<i>Pouvoirs du débiteur</i>).....	comm. 137 (juill.)

Avril

T. com. Bobigny, 10 avr. 2018 , n° 2018P00564 (<i>Conciliation</i>).....	comm. 176 (nov.)
Cass. com., 11 avr. 2018 , n° 16-23.019 : JurisData n° 2018-005809 (<i>Procédure de redressement ou de liquidation</i>).....	comm. 134 (juill.)
Cass. soc., 11 avr. 2018 , n° 16-27.891 : JurisData n° 2018-005692 (<i>Caractère économique du licenciement</i>).....	comm. 153 (sept.)
Cass. com., 11 avr. 2018 , n° 16-23.019 : JurisData n° 2018-005809 (<i>Cessation des paiements</i>).....	comm. 169 (sept.)
Cass. com., 11 avr. 2018 , n° 15-27.133 : JurisData n° 2018-005777 (<i>Banquier dispensateur de crédit</i>).....	comm. 214 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 12 avr. 2018 , n° 16-27.317 : JurisData n° 2018-005808 (<i>Conditions relatives au débiteur</i>).....	comm. 89 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 12 avr. 2018 , n° 16-28.759 : JurisData n° 2018-005807 (<i>Conditions relatives à la situation patrimoniale</i>).....	comm. 91 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 12 avr. 2018 , n° 17-14.126 : JurisData n° 2018-005654 (<i>Conditions relatives à la situation patrimoniale</i>).....	comm. 91 (mai)
Cass. 3 ^e civ., 12 avr. 2018 , n° 17-17.542 : JurisData n° 2018-005672 (<i>Sûreté réelle pour autrui - Bénéfice de subrogation</i>).....	comm. 114 (mai)
Cons. const., 13 avr. 2018 , n° 2018-700 : JurisData n° 2018-005525 (<i>Report des déficits</i>).....	comm. 168 (sept.)
Cass. com., 18 avr. 2018 , n° 18-70.005 : JurisData n° 2018-006467 (<i>Compétence</i>).....	comm. 145 (sept.)
CA Douai, 26 avr. 2018 , n° 18/2370 (<i>Dépassement de la procédure</i>).....	alerte 10 (mai)

Mai

Cass. soc., 3 mai 2018 , n° 16-26.437 : JurisData n° 2018-007114 (<i>Prescription</i>).....	comm. 163 (sept.)
Cass. com., 3 mai 2018 , n° 15-20.348 : JurisData n° 2018-007569 (<i>Pouvoir des organes</i>).....	comm. 187 (nov.)
Cass. com., 9 mai 2018 , n° 16-24.142 : JurisData n° 2018-007647 (<i>Désignation des organes</i>).....	comm. 186 (nov.)
Cass. com., 9 mai 2018 , n° 16-26.684 : JurisData n° 2018-007543 (<i>Action en responsabilité pour insuffisance d'actif - Condamnation</i>).....	comm. 205 (nov.)
CA Toulouse, 2 ^e ch., 9 mai 2018 , n° 17/05720 (<i>Acte de disposition étranger à la gestion courante</i>).....	comm. 138 (juill.)
Cass. soc., 16 mai 2018 , n° 16-19.085 : JurisData n° 2018-008557 (<i>Caractère économique du licenciement</i>).....	comm. 154 (sept.)
Cass. soc., 16 mai 2018 , n° 17-10.590 (<i>Garantie des salaires</i>).....	comm. 159 (sept.)
Cass. soc., 16 mai 2018 , n° 16-25.898 : JurisData n° 2018-008118 (<i>Garantie des salaires</i>).....	comm. 160 (sept.)
Cass. 1 ^{er} civ., 17 mai 2018 , n° 17-15.551 : JurisData n° 2018-008121 (<i>Saisine de la commission</i>).....	comm. 172 (nov.)
Cass. com., 24 mai 2018 , n° 16-27.296 : JurisData n° 2018-008584 (<i>Conversion du redressement en liquidation judiciaire</i>).....	comm. 142 (juill.)
Cass. com., 24 mai 2018 , n° 17-10.005 : JurisData n° 2018-008601 (<i>Action des créanciers contrôleurs</i>).....	comm. 144 (sept.)
Cass. com., 24 mai 2018 , n° 16-21.701 : JurisData n° 2018-000715 (<i>Procédure</i>).....	comm. 147 (sept.)
Cass. 1 ^{er} civ., 24 mai 2018 , n° 16-26.378 et 17-11.424 : JurisData n° 2018-008630 (<i>Poursuites en liquidation judiciaire</i>).....	comm. 152 (sept.)
Cass. soc., 24 mai 2018 , n° 16-18.621 à 16-18.665, Sté Bouyer : JurisData n° 2018-008647 (<i>Co-emploi</i>).....	comm. 156 (sept.)
Cass. soc., 24 mai 2018 , n° 16-22.881 à 16-22.908, Lee Coopers : JurisData n° 2018-008644 (<i>Co-emploi</i>).....	comm. 156 (sept.)

Cass. soc., 24 mai 2018 , n° 17-16.362 (<i>Procédure de licenciement</i>).....	comm. 164 (sept.)	Cass. 2 ^e civ., 28 juin 2018 , n° 17-18.103 (<i>Choix des mesures de désendettement</i>).....	comm. 175 (nov.)
Cass. com., 24 mai 2018 , n° 17-10.005 : JurisData n° 2018-008601 (<i>Pouvoir des organes</i>).....	comm. 188 (nov.)	Cass. 2 ^e civ., 28 juin 2018 , n° 17-19.803 : JurisData n° 2018-011400 (<i>Choix des mesures de désendettement</i>).....	comm. 175 (nov.)
Cass. soc., 24 mai 2018 , n° 16-18.307 : JurisData n° 2018-008814 (<i>Licenciement économique</i>).....	comm. 196 (nov.)	Cass. 2 ^e civ., 28 juin 2018 , n° 17-17.503 : JurisData n° 2018-011401 (<i>Choix des mesures de désendettement</i>).....	comm. 175 (nov.)
Cass. com., 24 mai 2018 , n° 17-10.005 : JurisData n° 2018-008601 (<i>Action en responsabilité pour insuffisance d'actif - Procédure</i>).....	comm. 202 (nov.)	Juillet	
Cass. com., 24 mai 2018 , n° 17-10.119 (<i>Action en responsabilité pour insuffisance d'actif - Fautes de gestion</i>).....	comm. 203 (nov.)	Cass. com., 4 juill. 2018 , n° 16-22.986 : JurisData n° 2018-011875 (<i>Procédure</i>).....	comm. 146 (sept.)
Cass. com., 24 mai 2018 , n° 17-18.918 : JurisData n° 2018-008581 (<i>Interdiction de gérer</i>).....	comm. 206 (nov.)	Cass. soc., 4 juill. 2018 , n° 16-27.922 : JurisData n° 2018-011762 (<i>Caractère économique du licenciement</i>).....	comm. 155 (sept.)
Cass. crim., 24 mai 2018 , n° 18-81.240 : JurisData n° 2018-008606 (<i>Interdiction de gérer</i>).....	comm. 207 (nov.)	Cass. soc., 4 juill. 2018 , n° 16-21.844 : JurisData n° 2018-011795 (<i>Obligation de reclassement</i>).....	comm. 161 (sept.)
Cass. crim., 24 mai 2018 , n° 18-81.240 : JurisData n° 2018-008606 (<i>Délit de banqueroute et interdiction de gérer</i>).....	comm. 211 (nov.)	Cass. soc., 4 juill. 2018 , n° 17-13.653 et 17-13.654 (<i>Ordre des licenciements</i>).....	comm. 162 (sept.)
Cass. com., 24 mai 2018 , n° 16-26.387 : JurisData n° 2018-008580 (<i>Banquier dispensateur de crédit</i>).....	comm. 212 (nov.)	Cass. com., 4 juill. 2018 , n° 17-11.847 (<i>Responsabilité</i>).....	comm. 191 (nov.)
CA Caen, 2 ^e ch. civ. et com., 24 mai 2018 , n° 16/02125 (<i>Acte étranger à la gestion courante</i>).....	comm. 139 (juill.)	Cass. com., 4 juill. 2018 , n° 17-15.347 : JurisData n° 2018-011778 (<i>Rémunération</i>).....	comm. 193 (nov.)
T. com. Lille métropole, 25 mai 2018 , n° 2018002946 (<i>Dépôt des comptes sociaux</i>).....	comm. 184 (nov.)	CA Toulouse, 2 ^e ch., 11 juill. 2018 , n° 18/01977, 18/01978 et 18/01980 : JurisData n° 2018-012732 (<i>Conciliation</i>).....	comm. 178 (nov.)
T. com. Lille métropole, 25 mai 2018 , n° 2018002877 (<i>Dépôt des comptes sociaux</i>).....	comm. 184 (nov.)	CA Versailles, 12 juill. 2018 , n° 18/04069 (<i>Plan de sauvegarde de l'emploi</i>).....	comm. 198 (nov.)
Cass. soc., 30 mai 2018 , n° 16-25.426 : JurisData n° 2018-009077 (<i>Transaction</i>).....	comm. 166 (sept.)	Août	
Juin		CA Douai, 1^{er} août 2018 , n° 18/04291 (<i>Compétence</i>).....	comm. 179 (nov.)
T. com., 4 juin 2018 , n° 2018PC2871 (<i>Conciliation</i>).....	comm. 177 (nov.)	TGI Strasbourg, 20 août 2018 , n° 18/01056 (<i>Confidentialité</i>).....	comm. 183 (nov.)
Cass. com., 6 juin 2018 , n° 16-23.996 : JurisData n° 2018-009613 (<i>Conditions de l'arrêt des poursuites</i>).....	comm. 149 (sept.)	Septembre	
Cass. soc., 13 juin 2018 , n° 16-17.865 : JurisData n° 2018-010177 (<i>Contrat de sécurisation professionnelle</i>).....	comm. 157 (sept.)	T. com., 4 sept. 2018 , n° J2018000002 (<i>Confidentialité</i>).....	comm. 182 (nov.)
Cass. crim., 13 juin 2018 , n° 17-84.518 : JurisData n° 2018-010270 (<i>Délit de banqueroute - Éléments constitutifs</i>).....	comm. 209 (nov.)	Cass. com., 5 sept. 2018 , n° 17-15.031 : JurisData n° 2018-015022 (<i>Action en responsabilité pour insuffisance d'actif - Fautes de gestion</i>).....	comm. 204 (nov.)
T. com. Lille métropole, 15 juin 2018 , n° 2018OP1364 (<i>Conciliation</i>).....	comm. 177 (nov.)	Cass. 2 ^e civ., 6 sept. 2018 , n° 17-20.130 : JurisData n° 2018-015116 (<i>Vérification des créances</i>).....	comm. 174 (nov.)
Cass. com., 20 juin 2018 , n° 17-13.204 : JurisData n° 2018-010871 (<i>Conversion du redressement en liquidation judiciaire</i>).....	comm. 143 (juill.)	T. com. Lille métropole, 10 sept. 2018 , n° 2018013544 (<i>Conciliation</i>).....	comm. 177 (nov.)
Cass. com., 20 juin 2018 , n° 17-13.207 : JurisData n° 2018-010880 (<i>Conversion du redressement en liquidation judiciaire</i>).....	comm. 143 (juill.)	Cass. soc., 12 sept. 2018 , n° 17-11.177 (<i>Détermination de l'ancienneté du salarié</i>).....	comm. 194 (nov.)
Cass. com., 20 juin 2018 , n° 17-13.206 (<i>Conversion du redressement en liquidation judiciaire</i>).....	comm. 143 (juill.)	Cass. soc., 12 sept. 2018 , n° 17-12.604 : JurisData n° 2018-015458 (<i>Garantie des salaires</i>).....	comm. 195 (nov.)
Cass. com., 20 juin 2018 , n° 17-13.204 : JurisData n° 2018-010871 (<i>Procédure</i>).....	comm. 147 (sept.)	Cass. soc., 26 sept. 2018 , n° 17-19.860 : JurisData n° 2018-016371 (<i>Rupture conventionnelle</i>).....	comm. 199 (nov.)
Cass. soc., 20 juin 2018 , n° 16-20.794 : JurisData n° 2018-010794 (<i>Prescription</i>).....	comm. 163 (sept.)	Cass. 2 ^e civ., 27 sept. 2018 , n° 17-22.013 : JurisData n° 2018-016378 (<i>Conditions relatives au débiteur</i>).....	comm. 171 (nov.)
Cass. com., 20 juin 2018 , n° 16-27.693 : JurisData n° 2018-010848 (<i>Banquier dispensateur de crédit</i>).....	comm. 213 (nov.)	Cass. 2 ^e civ., 27 sept. 2018 , n° 17-20.245 (<i>Dépôt des comptes sociaux</i>).....	comm. 185 (nov.)
Cass. soc., 21 juin 2018 , n° 16-24.882 (<i>Garantie des salaires</i>).....	comm. 158 (sept.)	Octobre	
Cass. soc., 21 juin 2018 , n° 17-15.301 : JurisData n° 2018-010812 (<i>Garantie des salaires</i>).....	comm. 158 (sept.)	Cass. com., 3 oct. 2018 , n° 17-14.219 : JurisData n° 2018-016920 (<i>Responsabilité</i>).....	comm. 189 (nov.)
TGI Strasbourg, 25 juin 2018 (<i>Confidentialité</i>).....	comm. 183 (nov.)	Cass. com., 3 oct. 2018 , n° 17-14.522 : JurisData n° 2018-016909 (<i>Rémunération</i>).....	comm. 192 (nov.)
Cass. soc., 28 juin 2018 , n° 16-25.823 : JurisData n° 2018-011351 (<i>Reçu pour solde de tout compte</i>).....	comm. 165 (sept.)	Cass. soc., 3 oct. 2018 , n° 17-16.474 : JurisData n° 2018-016908 (<i>Motif économique du licenciement</i>).....	comm. 197 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 28 juin 2018 , n° 17-17.481 : JurisData n° 2018-011165 (<i>Suspension des procédures d'exécution</i>).....	comm. 173 (nov.)	Cass. com., 4 oct. 2018 , n° 18-10.688 : JurisData n° 2018-016923 (<i>Confidentialité</i>).....	comm. 181 (nov.)
		Cass. soc., 10 oct. 2018 , n° 17-10.066 : JurisData n° 2018-017416 (<i>Transaction</i>).....	comm. 200 (nov.)
		Cass. com., 17 oct. 2018 , n° 17-16.346 (<i>Responsabilité</i>).....	comm. 190 (nov.)

2017

Janvier

Ord. n° 2017-80, **26 janv. 2017**, relative à l'autorisation environnementale unique (*Procédure administrative en matière de cessation d'activité*) **comm. 47 (janv.)**

D. n° 2017-81, **26 janv. 2017** (*Procédure administrative en matière de cessation d'activité*) **comm. 47 (janv.)**

Ord. n° 2017-80, **26 janv. 2017**, relative à l'autorisation environnementale (*Charge des obligations en matière environnementale*) **comm. 49 (janv.)**

Mars

L. n° 2017-399, **27 mars 2017**, relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre : JO 28 mars 2017, texte 1 (*Recherche des responsabilités en matière environnementale*) **comm. 52 (janv.)**

Septembre

Ord. n° 2017-1387, **22 sept. 2017** : JO 23 sept. 2017 (*Licenciement économique*) **comm. 43 (janv.)**

Octobre

D. n° 2017-1456, **9 oct. 2017**, modifiant les articles R. 125-44, R. 512-80 et R. 556-3 du Code de l'environnement et R. 441-8-3 du Code de l'urbanisme (*Charge des obligations en matière environnementale*) **comm. 50 (janv.)**

A., **9 oct. 2017**, modifiant l'arrêté du 18 août 2015 relatif à l'attestation de garanties financières requises par l'article L. 512-21 du Code de l'environnement (*Charge des obligations en matière environnementale*) **comm. 50 (janv.)**

Novembre

Ord. n° 2017-1519, **2 nov. 2017**, portant adaptation du droit français au règlement (UE) n° 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité : JO 3 nov. 2017, texte n° 11 et rect. JO 11 nov. 2017, texte n° 14 (*Tribunaux de commerce spécialisés - TCS*) **comm. 1 (janv.)**

Ord. n° 2017-1519, **2 nov. 2017**, portant adaptation du droit français au règlement (UE) n° 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité : JO 3 nov. 2017, texte n° 11 (*Procédure d'insolvabilité*) **comm. 110 (mai)**

CNIL n° 2017-291, **16 nov. 2017**, portant adoption d'une norme relative aux traitements mis en œuvre par les administrateurs judiciaires et les mandataires judiciaires (NS-060) : JO 21 déc. 2017, texte n° 114 (*Profession*) **alerte 1 (janv.)**

Décembre

D. n° 2017-1702, **15 déc. 2017** : JO 17 déc. 2017 (*Licenciement économique*) **comm. 43 (janv.)**

D. n° 2017-1854, **29 déc. 2017** : JO 31 déc. 2017, texte n° 57 (*Saisie des rémunérations*) **alerte 4 (janv.)**

2018

Février

A., **27 févr. 2018**, fixant les tarifs réglementés applicables aux administrateurs judiciaires, commissaires à l'exécution du plan, mandataires judiciaires et aux liquidateurs : JO 28 févr. 2018, texte n° 32 (*Mandataires de justice*) **alerte 6 (mars)**

Mars

A., **26 mars 2018** : JO 30 mars 2018 (*Agriculteur*) **alerte 14 (mai)**

Avril

D. n° 2018-262, **11 avr. 2018**, relatif aux modalités d'inscription de la mention de la spécialité civile ou commerciale sur la liste nationale des administrateurs judiciaires : JO 13 avr. 2018, texte n° 10 (*Administrateurs judiciaires*) **alerte 13 (mai)**

A., **17 avr. 2018** : JO 25 avr. 2018, texte n° 26 (*Service « guichet entreprises »*) **alerte 17 (mai)**

L. n° 2018-287, **20 avr. 2018** : JO 21 avr. 2018, texte n° 1 (*Réforme du droit des contrats*) **alerte 15 (mai)**

A., **25 avr. 2018**, relatif à l'obtention de la mention de spécialité des administrateurs judiciaires : JO 29 avr. 2018, texte n° 7 (*Administrateurs judiciaires*) **alerte 13 (mai)**

Mai

D. n° 2018-347, **9 mai 2018** : JO 12 mai 2018, texte n° 16 (*Lettre recommandée électronique*) **alerte 16 (mai)**

Juin

D. n° 2018-452, **5 juin 2018**, pris pour l'application du règlement (UE) n° 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité et de l'ordonnance n° 2017-1519 portant adaptation du droit français à ce règlement : JO 7 juin 2018, texte n° 10 (*Procédure d'insolvabilité*) **alerte 11 (mai)**

Novembre

L. n° 2018-1021, **23 nov. 2018**, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique : JO 24 nov. 2018, texte n° 1 (*Surendettement des particuliers*) **alerte 28 (nov.)**

2018

Août

Rép. min. n° 6354 : JOAN Q 28 août 2018, p. 7584

(Salariés) **alerte 25 (sept.)**

TABLE DES FORMULES

Action en sanction professionnelle

- **Mise en demeure des contrôleurs à l'encontre du mandataire judiciaire ou du liquidateur en vue d'une action en faillite personnelle contre un dirigeant de personne morale,**
par Blandine ROLLAND, professeur à l'université de Haute-Alsace, CERDACC (EA 3992)..... **formule 3 (mai)**

Faillite personnelle

- **Assignment en faillite personnelle par le liquidateur contre un débiteur personne physique,**
par Blandine ROLLAND, professeur à l'université de Haute-Alsace, CERDACC (EA 3992)..... **formule 2 (mars)**
- **Assignment en faillite personnelle d'un dirigeant de personne morale par les contrôleurs,**
par Blandine ROLLAND, professeur à l'université de Haute-Alsace, CERDACC (EA 3992)..... **formule 4 (juill.)**

Installation classée

- **Assignment par le préfet contre la société mère d'une filiale exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement,**
par Blandine ROLLAND, professeur à l'université de Haute-Alsace, CERDACC (EA 3992)..... **formule 1 (janv.)**

Interdiction de gérer

- **Assignment en interdiction de gérer par le liquidateur contre un débiteur personne physique,**
par Blandine ROLLAND, professeur à l'université de Haute-Alsace, CERDACC (EA 3992)..... **formule 5 (nov.)**

© LexisNexis SA 2019

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'éditeur : « Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits ».